

**LA CORRESPONDANCE DE
TEODORO DI SANTA ROSA A
AUGUSTE CARLONE
1854 à 1857
2^{ème} Partie
L'ADMINISTRATEUR DES
FINANCES DE L'ETAT**

Jean-Bernard LACROIX

En abandonnant la chambre des députés au printemps 1853, Santa Rosa s'était écarté volontairement d'un milieu politique dont il jugeait surtout au centre gauche qu'il était composé d'intriguants et d'hypocrites ce qui était à l'opposé de son esprit de franchise. A ce sujet, en janvier 1854, il se livra notamment à des confidences sur la conduite équivoque de De Foresta jugé influençable et peu sur. D'ailleurs si peu d'hommes politiques trouvaient grâce à ses yeux, certains des administrateurs de la province de Nice étaient aussi l'objet de son mépris et de ses sarcasmes comme Clerico, pressenti pour succéder à Galli à la tête de la municipalité de Nice, ou l'intendant La Marmora au sujet duquel il mit en garde Carlone : « méfiez vous de lui. Gardez vous toujours des sots plus encore que des coquins » (lettre 51). Après un séjour de 3 semaines à Nice jusqu'au 15 mars, Santa Rosa, intervint avec succès auprès de Cavour pour atténuer à Nice les effets de l'application de la loi sur le régime douanier après l'échec d'une délégation de 3 des députés niçois. De 1854 à 1855 Santa Rosa se trouvant tenu à l'écart des affaires, tant par sa maladie qui s'était aggravée que par sa brouille avec De Foresta, et Carlone ne trouvant pas matière à le solliciter, leur correspondance s'espaça au point que le 1^{er} septembre 1854 Santa Rosa n'avait plus reçu de nouvelles depuis son départ de Nice en mars. Mais en novembre il eut l'occasion de retrouver Carlone puisqu'il retourna à Nice pour son plus long séjour. Il n'en repartit qu'au mois d'avril, afin de saluer son frère qui gagnait le front d'orient, le royaume de Sardaigne ayant rejoint la coalition franco-anglaise contre la Russie en Crimée. En juin 1855 il s'empessa de démentir des bruits d'une éventuelle candidature au siège de député laissée vacante par De Foresta redevenu ministre de la justice. Alors que la question du chemin de fer était à nouveau abordée au mois de novembre 1855 et que Carlone lui demandait son sentiment, il lui fit savoir qu'il ne s'était plus mêlé de cette question depuis 1853 mais qu'il n'avait pas changé d'avis. Il était partisan d'une ligne de Marseille à Mondovi et à Gênes par Oneille et Savone, mais rejetait totalement l'idée jugée fantaisiste d'un projet de liaison avec Turin par la Vésubie, préconisée et soutenue par le conseil municipal de Nice (lettre n° 63). Par ailleurs, un récent voyage de Carlone en Suisse et à Paris, leur permit d'échanger leur point de vue sur les deux pays et de partager leurs impressions. En décembre 1855, le décès de Jules Avigdor qui laissa un poste de député vacant donna l'occasion à Santa Rosa le 3 janvier 1856 de critiquer le manque d'investissement et de solidarité des députés niçois depuis 1853 contrairement à la période précédente : « je vois avec regret négligé de toute manière cette province » (lettre 65). Souhaitant ne pas prendre part aux controverses politiques, Santa Rosa assura s'en tenir à ses fonctions administratives d'ailleurs fort lourdes et prenantes à la tête de l'administration du Trésor d'autant qu'il les cumula avec celles des Finances en mai à la demande de Cavour (lettre 69). Bien que déçu par la vie politique il n'en regrettait pas moins de ne pas avoir de mandat officiel pour soutenir les intérêts de Nice et faire avancer les dossiers qu'il jugeait essentiels, liés aux compensations pour la perte du port franc. Evoquant son regret d'être écarté des questions niçoises il avoua à Carlone qu'il aurait aimé revenir comme intendant général ce qui l'avait conduit à refuser Chambéry qu'on lui proposait mais le gouvernement excluait son éventuel retour à Nice : « ainsi je reviendrai à Nice, mais comme privé », conclut-il, pensant s'y fixer à sa retraite (lettre 67). D'ailleurs en avril 1856, il envisagea l'achat d'une maison à la Croix de Marbre puis y renonça dans l'immédiat. Il en avait vu l'annonce dans l'*Avenir* dont il était un lecteur assidu et se réjouit de « la bonne saison pour les étrangers cet hiver » à Nice (lettre 68). Il félicita d'ailleurs, Carlone pour les idées d'indépendance et de liberté que défendait son journal (lettre 69). Son plus cher espoir pour Nice était la construction de la ligne de chemin de fer Toulon-Nice-Oneglia-Mondovi-Turin mais il voyait à regret que personne ne s'en occupait et rejeta à nouveau comme irréaliste une proposition de ligne par la Vésubie (lettre 72). En juillet il dit tout son plaisir à la lecture de l'article sur les mutations de La Marmora à Gênes et de Boschi à Nice, doutant du premier qu'il put avoir quelque influence à Gênes et du second qu'il fut à la hauteur du

poste : « Boschi est un bon garçon mais il est un peu faiseur ... je ne lui confierais pas un secret. Il a le désir d'obliger et de faire des affaires en causant plutôt qu'en écrivant, en étudiant ». (lettre 70). Il n'était pas moins sévère à l'égard de Barralis, le syndic de Nice, qui annonçait toujours sa visite sans la faire ajoutant qu'ils étaient de caractère opposé et peu enclins à se comprendre : « Baralis est un cheval de parade, moi je suis un cheval de bataille ». Les dernières piques de sa longue lettre furent pour les De Foresta père et fils lequel avait eu une des décorations offertes par la Hollande au gouvernement sarde pour faire plaisir au père (il tenait l'information de Cavour). Quant au père il était amoureux de la veuve Cimies, « dame qui accorde protection ». Surchargé de travail puisqu'il était le collaborateur direct de Cavour pour toutes les questions financières et la gestion du Trésor public, il espaça désormais à regret sa correspondance avec Carlone dont il se disait « dévoué et affectionné ami ». Le 12 novembre 1856 il lui annonça la venue du roi à Nice avec Cavour au mois de janvier 1857 mais il lui demanda de ne pas encore diffuser l'information qui n'était pas officielle. Il doutait que De Foresta « qui n'est pas à la hauteur de sa position officielle » fit du voyage, tiraillé entre son désir d'accompagner le Roi et les exigences de sa maîtresse (lettre 73). Venant d'apprendre la mort de Galli (lettre 71) il dit le regretter pour l'amitié qu'il lui avait toujours témoignée et être persuadé que, même avec leurs divergences, Carlone devait avoir de l'estime pour lui. Evoquant la situation en France il y voyait la corruption « à son apogée dans les affaires financières ». Santa Rosa s'inquiétait surtout de l'accueil du roi à Nice et notamment de la tendance séparatiste dont Carlone ne faisait pas mystère : « Tâchez de faire voir que vous êtes des hommes sérieux et que vous n'êtes pas des séparatistes et que vous recevez avec plaisir la visite du roi » (lettre 72). Il y revint dans sa lettre suivante, se disant sûr des libéraux : « je voudrais que ceux-ci puissent laisser voir qu'ils savent apprécier un roi loyal et brave » et il ajouta : « je n'ai jamais admis l'existence d'un parti séparatiste ». Il redoutait surtout les tenants de la tendance incarnée par Clerico, Laurenti et Barralis. Ne voyant pas déboucher les questions du chemin de fer et de l'endiguement, il regrettait le manque d'action et le « peu de capacité » de l'intendant général. Son hostilité était aussi grandissante à l'égard de De Foresta : « je n'ignore pas les tripotages plus ou moins frauduleux de son fils et je dirai même de toute sa famille pour l'avidité de l'argent » (lettre 73). Trois mois plus tard il dit avoir appris « avec peine la conduite et les inconséquences du père et du fils ; sans esprit saint pour en faire quelque chose. Ils sont à la vérité très peu habiles et très peu capables » (lettre 74). Alors que la question de Monaco n'était pas réglée il regrettait que Gioberti ne l'ait pas suivi en 1849 : « j'ai toujours pensé qu'il fallait donner de l'argent au Prince et en finir une bonne foi. Je suis convaincu que le prince vous aurait coûté moins que Menton et le Mentonnais » (lettre 74). Débordé de travail il s'adonnait avec rigueur et détermination à sa tâche par fidélité à Cavour comptant renoncer à ses fonctions dès que Cavour ne serait plus en charge des finances (lettre 75). Présageant « une grande révolution sociale » que les gouvernements ne pourront pas arrêter il s'inquiétait de la situation : « la société est maintenant fort agitée dans le monde ». Il regrettait également la pétition adressée par les Niçois au Sénat contre la liberté de l'intérêt de l'argent. Prônant le libéralisme économique il affirma à Carlone qu'il ne fallait pas combattre ces principes. Le ministère Cavour était un ministère franchement « libéral et progressiste » (lettre 76) et il fallait compter sur les libéraux avancés « plutôt que sur les libéraux de circonstance à l'instar de notre ancien ami de Foresta ». Refusant de s'engager dans les élections alors qu'il était sollicité pour se présenter dans une élection partielle à Puget-Théniers en juin 1857, il demanda seulement à Carlone de ne pas soutenir le candidat Borelli prôné par de Foresta. En juillet il apprit à Carlone la naissance de son 5^e enfant, une fille et s'attarda sur la question de l'endiguement du Var, invitant la province à emprunter à la Caisse de dépôts pour permettre de reprendre un chantier qui était à l'abandon mais rejeta l'idée de toute nouvelle concession et engagea à procéder comme cela a été fait pour l'endiguement de l'Arve en Savoie (lettre

80). Carlone essaya alors d'obtenir pour son journal l'attribution des annonces légales. Santa Rosa ne doutait pas qu'il put en bénéficier mais il le mit en garde sur la ligne politique du journal : « le seul reproche qu'on fasse dans les régions ministérielles à votre journal maintenant est celui d'être séparatiste » (lettre 79). Bien que désireux de rester à l'écart des élections générales de novembre 1857 ouvrant la 6^{ème} législature depuis 1848, il écrivit une longue lettre à Carlone le 13 octobre pour donner son sentiment sur la situation politique générale. Il pensait que le pays était à l'abri d'un parti clérical majoritaire mais il redoutait que « des députés sans conviction se laissent peu à peu gagner par les cléricaux » selon le processus belge (lettre 80). Il demandait une lutte à outrance contre le cléricalisme : « le but des cléricaux est la domination absolue et la guerre à toutes les libertés et surtout à celle de la pensée ». Après avoir envisagé l'abstention, il avait participé au collège électoral de Savigliano et avait pu en y mettant tout son poids, favoriser l'élection du candidat libéral (lettre 81). Cavour obtint la majorité mais Santa Rosa se dit heureux de ne pas participer au jeu politique. Il trouvait beaucoup de satisfaction par contre à son travail acharné dans la gestion des Finances de l'Etat et pour faire face à la crise : « j'ai eu la consolation de voir que mes efforts ont pu éviter des malheurs à notre commerce et que mes prévisions se sont avérées ». Il a obtenu, plutôt que des mesures législatives, des moyens « nécessaires à empêcher les effets de la panique et à soutenir le crédit de nos maisons de commerce ». (lettre 81). Dans le même courrier il annonça de façon confidentielle car il le tenait de l'intéressé seulement et il n'y avait rien d'officiel que La Marmora allait redevenir intendant général à Nice, Boschi ne voulant pas y rester. Bien que n'ayant pas eu d'appréciations très favorables sur La Marmora il estimait qu'il s'agissait du meilleur des candidats pour Nice. Il fit savoir à Carlone qu'il lui serait favorable s'il flattait son amour propre.

Année 1854

51 – Turin, 9 janvier 1854

Mon cher ami, Ma santé n'est pas encore bonne mais elle va mieux grâce à une journée passée dans mon lit et à des vésicatoires qui me font bien souffrir. Si je ne me rétablirai pas entièrement en ces jours-ci, je prendrai le parti de venir pour 15 jours à Nice le mois prochain. Je ne sors plus que pour le bureau, ainsi je n'ai plus vu De Foresta qui peut-être ignore l'état de ma santé. La dernière fois que je l'ai vu, m'a déclaré ne vouloir pas se mêler de la nomination du syndic quoique je lui fisse comprendre son devoir à cet égard. Il veut être bien avec tous, même avec Clerico avec lequel il est en correspondance amicale. Il finira pour n'avoir plus personne de son côté. Vous n'êtes pas le seul auquel il n'est pas tenu ses promesses. J'en suis aussi du nombre mais je n'ai jamais compté sur son appui et cela est si vrai que, à la Chambre, il a été dit que De Foresta n'avait pas en le temps bien défendu mes élections puisqu'il ne m'aimait pas à la Chambre. C'est son caractère faible ou ... Je ne lui en ai jamais voulu, je m'en voudrais à moi-même si je m'y laisserais prendre. Aussi j'ai des rapports convenables avec lui mais je n'en suis pas sur. D'après cela ce que vous m'écrivez sur sa conduite équivoque à votre égard ne m'étonne pas. Il promet facilement mais il n'ose pas agir. Voilà son défaut. Venant au syndic je vous dirai que j'ai fini (voyant que La Marmora voulait Clerico ou consorts) à en parler à Cavour qui m'assure avoir demandé à S. Martin la nomination de Baralis. Je ne pouvais pas faire davantage pour maintenir la parole donnée d'être avec Nice comme si j'en étais le député. La Marmora vous représente comme des séducteurs socialistes etc. Méfiez vous de lui. Gardez vous toujours des sots plus encore que des coquins. Ne l'attaquez pas personnellement dans le journal mais ne l'appuyez pas et avec calme faites connaître sa nullité. Parlez des routes, du retard à exécuter la loi et faites en tomber la responsabilité à qui de droit. C'est honteux ce retard. Savez-vous par hasard qui est le correspondant de Nice pour le *Parlamento*. J'ai lieu de croire que c'est un employé d'intendance. Je ne vous parle pas de l'élection de Nice. Avigdor n'est pas sérieux mais il sera réélu. Je préfère ne pas en dire même mon opinion. Je crois aussi avec vous qu'il ne faut pas avoir Bottero et qu'il faut le combattre. Il me paraît que dans le journal j'annoncerai la candidature officielle d'Avigdor avec quelques mots et je le laisserais venir sans en faire votre candidat. Les hommes politiques du jour, sont en général des élèves des jésuites. Il ne faut donc pas s'étonner si la franchise leur manque souvent. J'ai toujours été adversaire du dit système, j'ai même été puni à l'université pour cela. Je me suis sur cela comme sur toutes questions prononcé ouvertement et je vais toujours au but par le chemin droit. On gagne toujours du terrain et on n'en perd jamais sur mon chemin mais le chemin est plus difficile à parcourir. S'il y a des temps d'arrêt, et nous sommes dans ce temps, je ne m'en inquiète pas je garde mes amis, à l'estime de cœur, qui me connaissent. Je persiste sur mon chemin et je ne reculerai jamais sinon mort. Les hommes ne valent rien pour l'action et le temps d'agir approche, je crois à la guerre. Alors je saurai montrer mon énergie pour la patrie. Gardons nous de faire des imprudences. Tachez d'en faire de même dans votre journal. Il faut se serrer à l'occasion mais pour à présent il faut végéter. En politique j'oublie souvent le passé des personnes, mais non pas dans la vie privée. Aussi il ne faut pas combattre les hommes de talent qui son déjà si rare. Il faut les voir comme ils sont ou ils seront, non pas comme ils ont été. Je me suis laissé aller un peu loin. Brulez mon crifonage. Ecrivez moi les nouvelles de Nice. Je vous remercie de votre journal que je reçois toujours. Tachez seulement de ny laisser plus mettre mes qualités parsqu'autrement il tarde à m'arriver. Faites y mettre seulement M. Théodore Santa Rosa. Mes compliments à Madame votre mère. Croyez moi à la hâte mais de cœur. Th. Santa Rosa

52 – Turin, jeudi 20 janvier 1854

Mon cher ami, J'ai du enfin dimanche me rendre au lit et aux ordres d'un médecin. Je vous écris encore du lit ou je devrai rester encore pour quelques jours. De Foresta s'est exprimé de manière à ne me laisser pas douter, qu'il croit comme nous croyons, que Baralis serait le meilleur syndic. Mais il est étonné de ce que les ministres ne lui en parlèrent jamais et il ne croit alors ne pas devoir leur en parler. Voilà, ce qui en était du syndicat de Nice, le jour que je me suis consigné malade. On prétend qu'un repos absolu est mon seul remède et qu'il est sur. Cependant on m'écorche avec des vésicatoires et on m'a fait une opération de sansues. Mes poumons sont sains, ma maladie est aux bronches. Aussi le docteur que j'avais consulté à Gênes me conseille de parler peu, le moins possible et il me défendait de reprendre la députation jusqu'à ma complète guérison. On n'aime pas s'avouer un peu chronique mais c'est bien un peu mon cas. Il me fatigue moins d'écrire que de parler. Je vous écris donc quelques mots avec plaisir. Vous avez du cœur et je sais de pouvoir y compter. Je pense que je pourrai reprendre la semaine prochaine mes occupations, alors je vous écrirai sur Nice ce que j'en pense. J'espère avoir toute ma santé pour le printemps, époque à laquelle nous aurons des événements graves. Je suis encore homme à donner le reste de ma vie que je ne veux pas user au milieu de ces commérages, intrigues, hypocrisies du soi disant juste milieu, *connubio*, ancien centre gauche. Vous avez du les voir à l'occasion des droits sur les céréales. Lanza est le tipe de ce parti : on veut, on ne veut pas, on ne sait pas ce qu'on veut. Voilà la devise du susdit parti, ennemi de Nice et de l'ami qui vout écrit, presque décidé pour le oui ou non et Nizart. Il faut s'en moquer, ne pas faire un article grave, ils ne le méritent pas. On appelle aussi ce parti ni *più* ni *meno* parce que c'est leurs mots favoris. La gloire, le bien, la liberté est ni *puí* ni *meno*, que le centre gauche qui se compose de 7 à 8 intrigants et perdants peu instruits sans l'expérience des affaires et sans en avoir même le tact. Je crois maintenant de plus en plus à la guerre et à une solution européenne mais je doute de la victoire et je ne crois pas que nos principes puissent prévaloir avec la guerre. Alors je ne la désire pas. La guerre c'est la force matérielle. Adieu. Ecrivez-moi si vous en avez le temps au milieu de vos délices de Nice. Vous ferez une bonne œuvre. Mes compliments à Madame Carlone. Tout à vous dévoué Th. Santa Rosa

Du 20 février au 15 mars Santa Rosa est à Nice ce qui explique l'absence de lettres. Trois courts messages dont deux à l'adresse de M. Auguste Carlone chez lui et un daté lundi 2 (mars) sont de cette période. L'un est rédigé ainsi : je vous prie, mon cher ami, de mettre le domicile de Mad. d'Agoult sur la lettre ci-jointe et de la faire comprendre à mon domestique. J'ai été un peu plus fatigué ces derniers jours. Sans cela je serais venu vous demander le livre que vous m'aviez promis. Tout à vous dévoué T. Santa Rosa.

53 – Virieu-le-Grand (Ain), 27 mars 1854 (lettre à l'en-tête du directeur général du Trésor)
Mon cher ami, Je me hâte de vous donner les nouvelles de ma santé, lesquelles ne sont pas mauvaises. Je n'ai pas souffert du voyage. Les vents de Nice et du Midi commençaient à me fatiguer. Les médecins me conseillèrent un autre climat. Je me trouve assez bien de ce nouveau climat. Le repos, le silence et la distraction sont mes remèdes et je puis les avoir ici. Je serai à Genève dans 5 ou 6 jours. Je déciderai alors à retourner à Turin par Chambéry ou par Nice. Si vous avez un moment à disposer pour moi et m'écrire, adressez moi une lettre ici ou à Genève, poste restante. Je les aurais des deux cotés. J'ai bien regretté de n'avoir pas pu jouir de votre société et de celle de Madame Carlone pendant mon séjour à Nice. Mais pendant mes cathares je me faisais une délicatesse de ne pas aller en société et je craignais d'autre part les longues causeries puisqu'on m'ordonnait le silence. J'espère réparer tout cela, lorsque propriétaire d'une maison je deviendrai Niçois. Nous sommes dans une crise qui me paraît la plus grave depuis 1813. J'ignore ce qui en sortira. Mais fort de ma conviction, je ne

crois pas que la tranquillité de l'Europe puisse s'établir sans faire sa part aux principes de liberté et de nationalités. Les guerres, les révolutions et les discussions diplomatiques que nous aurons à subir avant d'en venir là ne peuvent se prévoir. Ce qui me paraît certain c'est que la question actuelle est non seulement question d'Orient mais aussi d'Occident. On aura beau faire l'empire turc est mort. Pour rétablir l'équilibre, pensez à la difficulté qu'on doit rencontrer. Pour le moment, je pense que le parti libéral n'a rien à faire. Et la question (moins importante pour l'Europe mais plus pour Nice que celle d'Orient) du port franc ! J'ai écrit plusieurs rapports à M. de Cavour pour le décider 1°- À une prorogation jusqu'au 1er juillet, 2-° À accorder un délai pour le paiement des droits, 3-° À finir par des instructions précises les facilitations d'exécution dont je vous parlais. Je n'ai pas voulu en parler puisque cela aurait nuit aux intérêts niçois mais j'ai taché d'une manière indirecte de fixer le commerce sur ces trois demandes au lieu de celle qui avait été faite au moyen des députés. Je suis assuré des bonnes intentions du ministre et je pense que ces concessions seront faites. J'avais à lutter contre des éléments assez forts ; c'est alors que j'ai fait mon possible pour qu'une députation du commerce fût envoyée à Turin ; Ne dites rien de tout cela, je vous le communique seulement pour que vous puissiez juger les choses du moment. La votation de la loi sur les modifications du Code pénal n'a pas été décidée par les députés de Nice et d'Utelle lesquels étaient absents. De Foresta avait voté le projet de la commission au sein de la commission. En voilà pour les libéraux. Son absence de la Chambre le rendra agréable, d'après lui au moins, aux cléricaux. C'est une bonne politique pour un avocat, mauvaise pour un administrateur. Je crois qu'au milieu des difficultés européennes on a mal fait de soulever ces questions irritantes. Mais je suis aussi d'avis qu'une fois posées il faut les décider, les résoudre d'après nos convictions. J'ai été heureux des bons témoignages affectueux que mes amis me donnèrent à Nice. Je suis aussi heureux de constater que De Foresta fils ne m'en donne pas. Cela veut dire qu'il n'est pas mon ami et j'en prends acte. Mes compliments empressés à Madame Carlone. Tachez de vous décider à venir nous voir à Turin. Mes amitiés à Juge. Un bon souvenir à nos amis communs. Tout à vous dévoué ami. Th. Santa Rosa

54 – Villa Santa Maria près Savigliano, le 1er septembre 1854

Mon cher ami, Je n'ai plus reçu de vos nouvelles depuis mon départ de Nice. Je vous avais cependant écrit avant de quitter la France, retourner à Turin et m'y mettre au lit pour y subir 12 opérations de sang. Ma santé est toujours dérangée quoique en voie d'amélioration progressive depuis deux mois et le séjour de la campagne me fait aussi beaucoup de bien. Les médecins Riberi et Demaria qui me soignent croient à ma complète guérison mais pour cela j'aurai besoin d'un long repos et je suis décidé à me le prendre. Ainsi cet hiver je reviendrai à Nice ou j'irai à Pise selon les ordres de C. Riberi. Je vous prie de faire agréer à Madame Carlone mes meilleurs sentiments. J'ai vu les résultats des élections administratives qui ne sont pas favorables à l'intendant. J'aurais bien des choses à vous communiquer, à vous demander. Je me borne à exprimer le regret pour la province de Nice, que j'aime comme mon pays, de ne pas vous avoir vu entrer aux conseils administratifs, et de vous voir éloigné de toutes les affaires administratives. Depuis que ma maladie m'empêche de m'occuper et voir les ministres, l'ex ministre niçois m'a abandonné. Aussi je ne sais pas trop ce que le vice président du *connubio parlamento* devient et se propose pour s'immortaliser (souligné par Santa Rosa). Certes la loi sur la presse qu'il a présentée n'est pas faite pour lui donner de la célébrité. Il est avocat et bavarde facilement. Adieu. Si vous me répondez, écrivez-moi à Savigliano. J'y resterai au moins tout le mois de septembre. Tout à vous dévoué. Th. Santa Rosa

55 – Turin, 5 novembre 1854

Mon cher Carlone, Je vais dans quelques jours partir pour Nice et y passer l'hiver avec ma famille. J'y ai loué un appartement et je pense l'occuper vers la moitié du mois. Je me hâte de vous l'écrire en vous remerciant de votre bonne lettre que j'ai reçue à ma campagne. Riberi me trouve mieux. Nous verrons si en continuant à me soigner pendant trois mois à Nice je parviendrai à me guérir. Je le voudrais pour mes enfants et pour ma femme. J'espère que nous nous verrons souvent ainsi que Madame Carlone votre accueillante mère. Je ne profiterai des divertissements que Nice présente aux étrangers mais j'espère jouir de la société des amis de Nice. Rien de nouveau à Turin que vous ne sachiez par les journaux. On présentera la loi sur les couvents. Cela est positif. Mes compliments à Madame Carlone et à M. Juge. Croyez-moi à la hâte et de cœur. Th. Santa Rosa

56 – Nice, 13 novembre 1854

Mon cher ami, Je suis arrivé hier au soir et je ne sortirai pas de la campagne pour deux jours afin de me reposer de la fatigue du voyage. Je vous écris donc ces lignes pour vous prier de faire cesser l'envoyé à Turin de *L'Avenir* et si cela ne dérange pas trop de me le faire apporter à la maison Bottau n°13 route de San Bartolomeo. Mes compliments à Madame Carlone. A la hâte. Th. Santa Rosa

Année 1855

57 – Nice, le 9 février 1855

Mon cher Monsieur Carlone, Il y a bien des jours que je voulais aller vous porter moi-même le rapport ici joint sur la situation du Trésor. Je ne l'ai pu à cause du mauvais temps. Ma santé va mieux. Mes compliments empressés à Madame Carlone. Tout à vous dévoué de cœur. Votre affectueux ami. Th. Santa Rosa (A Monsieur Auguste Carlone consul de Suède, chez lui)

58 – Turin, le 27 avril 1855

Mon cher M. Carlone, J'ai bien regretté de partir de Nice sans vous embrasser et voir Madame Carlone. Je me suis décidé très à la hâte de partir afin d'arriver encore à temps pour embrasser mon frère avant son départ pour l'Orient. Mon voyage a été heureux. Riberi m'a trouvé dans un état très satisfaisant et il me rassure tout à fait. Le climat de Turin est passable. Je ferai des excursions à la campagne mais je ne puis pas quitter Turin à raison de l'éducation de mes enfants. Je me suis empressé de m'informer auprès du directeur général de la Dette publique si on avait fait des exceptions aux principes que je vous énonçais en réponse aux questions que vous me faisiez sur la probabilité que un Monsieur de Paris avait d'obtenir un duplicata de titre qu'il a égaré ou brulé d'une rente sur notre dette publique. Il m'assura que jamais on a païé des rentes et des capitaux des titres au porteur si on ne présentait pas le titre et que jamais on expédia des duplicata dans ces circonstances. La loi a prévu cela et dispose de la sorte. Ainsi votre correspondant ne pourra rien obtenir. Je regrette de ne pouvoir vous faire une réponse plus satisfaisante mais je l'avais prévu. Il paraît que la politique européenne se trouble. Nous compliquons encore notre position par les questions religieuses. On ne peut guère prévoir ce qui arrivera. En attendant le sénat fait preuve de peu de portée dans ses vues. On ne peut savoir comment la crise terminera. En attendant je tâche de me guérir pour vivre au milieu de ma famille et de mes amis le plus longtemps possible et je me tiens en dehors de tout cela. Mes compliments et ceux de Madame Santa Rosa à Madame Carlone. Ne m'oubliez pas auprès de Juge que je regrette de n'avoir pas vu. Adieu. Croyez à mes sentiments dévoués et affectueux. Th. Santa Rosa

59 – Turin le 12 juin 1855

Mon cher ami, Je viens d'apprendre de Nice qu'on avait parlé de ma candidature à la députation en remplacement du ministre De Foresta et que De Foresta fils ajoutait que c'était une candidature opposée à Bottero par le ministère. Ma santé m'empêcha de continuer la vie politique. Elle n'est pas assez bonne pour me permettre d'y rentrer. Je me borne à cette raison, vous en connaissez d'autres. De plus jamais je me prêterais à un manège électoral contre un autre candidat et le ministère me ferait une telle proposition vous connaissez ma loyauté et vous ne vous étonnerez pas de mon indignation de voir qu'on en avait eu si peu en cette circonstance. Je vous affirme donc que personne à Turin me proposa la candidature de Nice, que je n'aurais pas acceptée cette candidature, et que j'ai ainsi répondu aux amis qui m'avaient de Nice interpellé. Je vous prie de le dire à vos amis et je vous autorise si vous le jugez convenable à déclarer dans le journal que je n'ai jamais accepté cette candidature. Je ne veux nullement rentrer dans la vie politique, je dois avant tout soigner ma santé. Je ne crois pas que M. De Foresta fils eut le droit de se servir de mon nom dans ses intrigues d'élection. Lorsqu'on est paisible chez soi on a le droit qu'on vous laisse tranquille. J'ignore si *l'Avenir* soutient quelques candidatures et si elle a parlé de moi en cette circonstance. Je n'ai plus reçu ce journal depuis mon retour à Turin. Dans toutes les hypothèses vous savez ce qui est et ce qui n'est pas. Votre loyauté fera ce qui peut être nécessaire dans mon intérêt et dans celui de la vérité. J'ai reçu dans le temps votre lettre très amicale. Ma santé depuis lors a amélioré au point que j'espère me débarrasser entièrement de mes souffrances mais pour cela il faudra encore me ménager quelque temps. On est étonné des progrès que j'ai fait depuis un mois. On me trouve mieux que je n'ai été depuis bien des années. Madame Santa Rosa se joint à moi pour exprimer nos meilleurs sentiments à Madame Carlone. Un bon souvenir à Juge. Je vous écris très à la hâte. Je suis occupé mais je ne voulais pas tarder à vous prévenir de cette mauvaise intrigue. Donnez-moi des nouvelles de Nice. Je suis toujours très attaché à ce pays et je crois y avoir quelques amis. Je me suis placé ici d'une manière heureuse en dehors de tout mouvement politique et je ne veux pas même en entendre parler. Il me suffit de voir ce qui se passe mais je ne veux pas m'en mêler. Tout à vous de cœur. Th. Santa Rosa

60 – Sans lieu, ni date

Mon cher Monsieur Carlone, Je n'ai pas voulu vous écrire pour l'affaire du Var et j'attendais de pouvoir vous annoncer une décision. Maintenant vous avez fait insérer un article et je dois vous en remercier puisque j'aime à voir rendre justice. J'ai traité moi-même personnellement cette affaire et j'ai tâché d'améliorer encore les propositions de la commission en faisant la communication au ministre des Travaux publics. Je parts demain, je vous demanderai vos commissions pour Paris. J'y serai le 15 de ce mois et je passerai en attendant 10 jours à Aix ou j'attendrai votre réponse et vos commissions pour Paris. Tout à vous de cœur. Th. Santa Rosa

61 – Turin le 2 octobre 1855

Mon cher Monsieur Carlone, Il y a longtemps que je proposais de vous écrire pour vous exprimer mes félicitations de vous voir rentrer au conseil municipal de Nice. Vous savez que je compte sur vous pour le bien de cette excellente population et de ce beau pays. Il est difficile pour une personne du pays d'y faire le bien mais avec de la patience et de la conciliation on y parvient et vous le pouvez, vous le devez. Ainsi je suis heureux de vous voir aussi apporter votre expérience, votre savoir dans cette administration importante. Il y a beaucoup à faire et il faut le dire, on n'a pas beaucoup de moyens financiers pour y satisfaire. Je crois cependant qu'on peut encore mieux dépenser les revenus actuels. Je lis avec intérêt votre journal. Il m'a paru que vous avez laissé de côté les articles qu'on vous envoyaient de Genève. Je ne crois pas que vous ayez perdu beaucoup en perdant Dameth. Je

ne crois pas qu'il fusse reconnaissant à *l'Avenir*. J'ai reçu dans le temps votre lettre du 1er juillet. Je vous remercie de ce que vous me dites de bon, d'affectueux à l'égard de ma conduite dans la lettre électorale de juin dernier. Ma conduite était toute tracée par mes précédents et par mes convictions. Je crois que De Foresta aurait mieux fait de se faire élire député. Je le lui ai dit mais il était trop tard. S'il m'en avait parlé à temps, je lui en aurais donné le conseil et j'aurais aussi tâché de faire mon mieux pour augmenter le nombre des votes en sa faveur. J'ai été toute ma vie libéral et je le serai jusqu'à mes derniers jours. Je n'ai jamais eu à me reprocher de porter de la division parmi les hommes libéraux et j'ai toujours regretté le manque d'union, de conciliation parmi les hommes vraiment libéraux. Nous ne sommes pas un parti, nous sommes le vrai, en théorie et en pratique. Mais pour notre malheur souvent nous nous divisons sur des questions secondaires, d'opportunité. C'est là notre tort et je ne voulais pas me le reprocher, aussi j'ai voulu en donner une preuve en facilitant de mon côté le triomphe du parti libéral quoique je ne pratiquerais pas toutes les idées de Bottero. J'aurais préféré De Foresta et je vous aurais aussi préféré. Mais le choix était fait et il ne fallait pas se diviser pour faire triompher les amateurs des privilèges cléricaux et civils, et les jalousies et les rancunes personnelles de quelques intrigants ou de quelques aveugles. Vous me trouverez toujours sur la ligne libérale et droite. Ma santé ne me permet pas encore la lutte, alors je me tiens encore éloigné de la vie politique, mais tout en faisant de l'administration je tâche de servir mes idées libérales et de satisfaire ainsi à mon devoir. Ma santé a gagné beaucoup, elle ne me laisse rien à craindre pour le moment. Vous verrez à Nice De Foresta qui va partir pour un congé. Il vous parlera des nouvelles du jour. Je suis de plus en plus persuadé que vous avez eu raison de soutenir notre alliance. Je crois de même que *l'Avenir* ne devrait pas s'occuper des questions françaises pour le moment. Il serait convenable pour votre journal de garder le silence. Madame Santa Rosa se joint à moi pour envoyer des compliments empressés à Madame Carlone. De Foresta marche bien maintenant, il faut le soutenir de toutes les manières et l'encourager à agir dans l'intérêt du pays que j'aime comme le mien. Si Dieu m'accordera encore la force que j'avais il y a 10 ans, comme il paraît je serai encore un des amis combattants des intérêts niçois. Pour le moment je suis inutile, aussi je désire que des autres fassent ce que je voudrais pouvoir faire. Tenez-vous tous d'accord. Nous ne représentons pas la révolution mais la liberté, la moralité et l'égalité devant les lois. Nous voulons que cela soit une vérité politique. Nous avons à édifier non pas à détruire. Il faut laisser tomber les édifices ruinés sans s'en inquiéter trop mais il faut faire de nouveaux édifices. Pour cela la conciliation est nécessaire. Tout à vous dévoué de cœur. Th.¹
Santa Rosa

62 – 15 octobre (1855 ?)

Mon cher Monsieur Carlone, Je vous écris quelques lignes du lit. J'ai pris un coup de froid qui m'a donné une forte fièvre pendant quelques jours. Maintenant je suis délivré et en pleine convalescence. J'ai reçu votre lettre. Vous ne pouvez douter de mon intérêt. Le ministre a pris l'affaire lui-même. Il faut avoir prudence et patience et alors on atteint le but. Tout à vous de cœur dévoué. T. Santa Rosa

D. doit être contre, je le suppose de mon lit mais cela me fait rien.

63 – Turin, 21 novembre 1855 (à l'en-tête du ministère des Finances)

Mon cher Carlone, Je me hâte de répondre franchement à la question que vous me faites par votre lettre du 18 et cela d'après mon caractère qui a toujours eu le courage de se manifester comme il est sans aucun vernis d'hypocrisie. Par délicatesse et même devoir de ma position officielle je me suis abstenu de vous écrire et de parler de toutes les questions qui ont rapport aux chemins de fer. On pourrait donner à ce que je puis dire ou écrire une partie officielle

¹ dernière lettre portant la signature Th. Pour Théodore francisé, toutes les suivantes portent T (Teodoro).

comme venant de M. de Cavour et ne voulant pas être l'organ de personne, je m'abstiens de cœur de ces questions, ni je n'ai voulu avoir aucun rapport avec tous ces messieurs qui exploitent plus ou moins le public sous prétexte de chemins de fer et je suis envers eux peut être trop sévère ; alors souvent en me prononçant ouvertement sur eux je pourrais engager le ministre ou donner l'apparence de vouloir me mêler pour ou contre ces intrigues. J'ai pris le parti d'en sourire et de me taire lorsqu'on vient me parler de toutes ces sociétés. Cela vous expliquera mieux ce que je vous disais à l'égard de vos questions. Je ne connais pas l'ingénieur et les messieurs qui sont avec lui à Nice pour étudier les lignes de chemins de fer destiné à unir le Piémont à la France par Nice. Je sais qu'il avait été demandé d'étudier la ligne de chemin de fer entre Nice et Cuneo par Oneille et c'est avec étonnement que j'ai appris comment ces messieurs étudiaient la ligne de la Vésuvia ; cette affaire n'est pas venue au ministère des Finances officiellement. Ainsi je n'en connais que ce que *l'Avenir* m'en appris et ce qu'on m'en a écrit de Nice ces derniers jours, depuis que le bruit s'est répandu sur le peu de succès que la délibération du conseil de Nice avait rencontrée aux ministères des Travaux publics et de l'Intérieur. Je n'en ai jamais causé avec ces ministres non plus avec M. de Cavour et j'ai répondu aux lettres de Nice que je ne pouvais et je ne voulais m'en mêler. Une personne influente de la vallée de la Vésuvia est venu m'en parler un jour. Je lui ai répondu que je pouvais pas y croire et puis j'ai passé outre en souriant de sa bonne fois. Voilà toute la vérité et tout ce que j'ai su de la question du chemin de fer. Mon opinion à l'égard du chemin de fer de Nice a été prononcée ouvertement et même publiée. Je ne me presse jamais à émettre une opinion mais je la change jamais. Depuis 1852 je me suis prononcé. Mais depuis 1853 j'ai quitté la députation et je me suis bien gardé de ne plus m'en mêler. Alors c'était un devoir pour moi, maintenant mon devoir exige le contraire et ma délicatesse m'impose de rester en dehors de toutes ces compagnies solides ou non. Mon attachement à Nice est cependant toujours le même et je réaliserai mon projet de venir y finir mes jours à Nice. Je suis par caractère constant même obstiné dans mes propos. C'est ma seule force. Léotardi notre ami le conseiller (souligné par Santa Rosa) m'a écrit et il m'engageait de m'entendre avec De Foresta. Je lui répondis que je ne voulais pas m'en mêler et que je ne voulais pas parler des affaires de Nice à De Foresta que je ne vois jamais. Si je manifesterai mon opinion ouvertement, ou pourrait croire que M. de Cavour en pense ainsi et que je veux le seconder. Cela n'est pas. Il ne m'en parle pas mais je comprends qu'il a trop de moyen pour ne pas voir de la même manière que je vois dans cette question. On ne peut rien y voir de sérieux dans tout cela et vous savez que je suis un homme sérieux et loyal. Je vois aussi que De Foresta joue un rôle peu franc dans les affaires de Nice. Je ne veux pas lui donner le prétexte de m'y mêler. Je le répète à tout le monde jamais je ne serai sur la ligne de De Foresta. J'aime la ligne droite et De Foresta l'évite toujours même en amour (souligné par Santa Rosa). Je me résume. Je suis étranger à tout ce qui s'est passé pour les chemins de fer de Nice depuis 53, je ne m'en suis pas mêlé et je ne m'en mêle pas. Je n'ai aucune confiance dans le projet de la vallée de la Vésuvia. Je crois à l'avenir de la ligne de Marseille à Mondovi et à Gênes par Oneille, Albenga, Savone. J'ai approuvé la conduite loyale de M. Marzano et je m'y attendais cela de lui. J'aurais du m'en occuper officiellement, j'en aurais agit de même. N'y étant pas obligé j'ai gardé le silence. De Foresta aurait une occasion trop belle pour nous nuire si j'avais agit avec moins de prudence et de franchise, et croyez moi ils nous aiment pas parce qu'il nous doit ce qu'il est. Vous avez vu comment il a agit avec le pauvre Galli ; Si j'avais eu le temps j'aurais fait un article nécrologique pour Galli. Tâchez de trouver le moyen d'en dire quelques mots à la première occasion. Je vous disais de faire une visite à M. de Cavour et j'y insiste encore en vous assurant que vous n'en avez pas deviné dans votre réponse le motif et que vous pouvez vous fier à moi qui ne vous conseillerais pas une démarche inutile et qui ne fusse pas irréprochable. Je suis d'accord avec vous le soi-disant parti séparatiste (souligné par Santa Rosa) comme l'appelle De Foresta ne demande que d'être bien administré mais il n'est pas un

parti hostile ni révolutionnaire. Je l'ai souvent dit, et on pourrait me croire puisque j'ai du connaître Nice et j'ai pu y conserver des amis tout étant obligé de gouverner dans des moments difficiles. Tout à vous de cœur. Je n'ai pas le temps de vous en dire davantage. T. Santa Rosa

64 – Turin, le 3 décembre 1855 (à l'en-tête du ministère des Finances)

Mon cher Monsieur Carlone, J'ai reçu votre lettre de Genève, j'ai fait la demande auprès de l'administration du chemin de fer pour réclamer votre châte d'homme, pour le cas que vous l'auriez égaré dans les wagons, mais on ne m'a rien apporté. Je crains donc que vous l'ayez égaré autre part, parce que on est assez sûr d'avoir ce qui s'égaré dans les chemins de fer de l'Etat. Sept sont les volumes qui ont paru des *Monumenta historiae patriae*. Il vous manquerait 3 volumes. Depuis deux mois je suis très occupé et beaucoup trop parce qu'il ne me reste plus de temps disponible. Parmi les travaux que j'ai du faire se trouve celui de la situation du Trésor. Il paraît que votre journal n'y croit pas beaucoup, cependant, je n'ai pas groupé des chiffres pour paraître mais j'ai exposé la situation du Trésor d'une manière franche et aussi claire que permettait la nature du travail. L'exposé est du ministre mais il s'appuy sur la situation que je vous garanti exacte. Sur la question des impôts je ne suis pas d'accord avec ce qui est et ce qu'on veut. Il ne faut pas chercher une réforme de principe dans les impôts mais il faut réformer ceux que nous avons d'après un plan général, non pas d'une manière partielle. Une grande erreur est celle d'imposer à l'entrée plusieurs articles, je crois qu'il faut en taxer moins afin de laisser plus libre le commerce de pays à pays. Mais je ne veux pas vous donner ici mes opinions en fait d'impôts, cela ne vous avancerait pas et pourrait encore moins vous intéresser. Pour ce qui concerne les dépenses, je crois possible des économies non pas sur les traitements mais sur le nombre des employés et sur le matériel de plusieurs services. Mais il faut pour cela des réformes radicales et je ne trouve pas des dispositions favorables pour les faire accepter. En résumé nous pourrions être mieux mais nous sommes tout le temps mieux en finance que les grandes puissances de l'Europe. De Foresta ministre et sénateur n'est plus De Foresta le député de 51. Mon Cher Carlone l'ambition est une qualité lorsqu'elle est dirigée pour le bien public mais elle est un grand défaut lorsque le but est personnel. Ma santé va beaucoup mieux, j'ai l'esprit de me guérir d'une manière radicale l'été prochaine. Il est sûr que je passerais un meilleur hiver à Nice qu'à Turin mais il me faut prendre patience et rester à Turin. Ce que vous m'écrivez sur les personnes et les choses de Genève est juste aussi à mon avis. J'ai connu Genève pendant mon séjour de trois ans à Bonneville et j'y suis souvent retourné pour y voir les parents de ma première femme. J'ai connu deux seuls Genevois qui n'avait pas le type et le caractère des juifs. Les aristocrates et les démocrates ont les mêmes goûts. La seule différence est que les uns sont riches et que les autres cherchent le moyen de le venir. Mais l'intolérance politique et religieuse règne parmi tous. Vous avez cependant M. Fazy² qui a su dominer tous ces messieurs et devenir le maître. Il est un homme habile pour arriver à ce but, non pas pour bien gouverner ; c'est un homme qui n'a pas de convictions et qui doit s'appuyer sur tous les partis. Il a l'avantage d'un homme de courage tandis que les autres Genevois ont le courage de Avigdor Jules. Genève maintenant ne pèse plus dans la balance des affaires politiques. Nous nous en sommes beaucoup trop occupé à raison de peu d'importance de ce pays. Ecrivez moi vos impressions sur Paris. On m'assure qu'on y trouve dominante la pensée d'argent et que les partis ont disparu pour faire place à des coteries qui ne savent pas trop ce qu'elles désirent. Le mieux est d'attendre la solution de la guerre d'Orient pour juger la tournure des affaires publiques. Cette solution n'est pas facile. Les puissances engagées dans cette guerre désirent la paix et elles ont intérêt à la faire à leurs point de vue, cependant il est difficile qu'elles puissent tomber d'accord. Nous verrons ce qui en résultera pendant cet hiver,

² James Fazy (1794-1878) fondateur du parti radical genevois en 1846

alors seulement on pourra prévoir quelque chose. Madame de Santa Rosa se rappelle à votre bon souvenir et à celui de Madame Carlone. Les pauvres finances de la ville de Nice se trouvent dans un état déplorable et c'est la faute d'une mauvaise administration. Ecrivez-moi en un peu. Tout à vous dévoué. T. Santa Rosa

Année 1856

65 – Turin, 3 janvier 1855(6)³

Mon cher Carlone, j'ai été surchargé de travail le mois qui vient de s'écouler. Je n'ai pas pu répondre plus tôt à votre dernière lettre mais je ne me suis pas moins occupé de votre commission. Je me suis de suite procuré les trois derniers volumes des *Monumenta historiae patriae*. N'ayant pas encore trouvé une occasion pour vous les envoyer, j'attendrai encore le mois de janvier et si je ne suis pas plus heureux je vous les enverrai par le moyen que vous m'indiquerez ou par la diligence qui apporte les lettres. M. Radicati partait pour Nice mais vous comprendrez le motif qui m'empêche de profiter de son occasion. Pour ce qui concerne le remboursement du prix rien ne presse ; je vous enverrai la note acquittée et vous pourrez m'en envoyer le montant à la première occasion que vous aurez. Le pauvre Jules Avigdor n'est plus. Il n'avait pas de caractère mais il n'était pas méchant. Je l'ai encore bien regretté. Je pense que son successeur à la Chambre vaudra mieux pour les intérêts niçois. J'ai lu l'article de l'*Avenir* qui recommande Maynara⁴. Je ne connais pas personnellement ce candidat, mais d'après ce qu'on m'en dit le choix serait bon⁵. J'aurais seulement voulu que l'*Avenir* eusse au moins dans son article tenu compte des efforts faits par les anciens députés pour soutenir les intérêts niçois. Depuis 53 les députés de Nice auront pensé à eux plus qu'à la province mais je puis vous assurer qu'il n'en était pas ainsi avant. Tous y mettaient de bon vouloir. Aussi nous avons obtenu quelque chose et nous n'avons pas perdu le tout. Je ne veux pas dire ce qui se passaient entre nous mais ce qui est sur c'est qu'on agissait en nom collectif et d'accord dans les questions locales. Je dois vous dire cela pour l'amour de la vérité. Je m'aperçois bien qu'il n'en est plus ainsi parce que je vois avec regret négligé de toute manière cette province. Le seul qui s'en occupe avec dévouement c'est M. Marzano qui n'est pas bien secondé. Tous les pauvres diables de la province s'adressent encore à moi et je ne sais leur refusé mon dévouement puisque ils souffrent. Mais pour ce qui est des choses je ne puis, je ne dois m'en occuper. On est jaloux des prérogatives administratives et politiques et je ne veux lutter pour en rien faire. Mais je suis toujours le même pour Nice et je persévère dans mon intention de venir y finir mes jours. Je vous dit cela franchement puisque de plus en plus je suis décidé à laisser faire et de ne pas rentrer pour le moment dans la vie politique. M. Lanza a les meilleures intentions et je vois avec plaisir que vous le ménagez dans l'*Avenir*. En mon particulier je l'estime. Lorsque la nécessité nous imposait de voter des impôts, j'ai formulé mes convictions au ministre. On refusa mon projet, on en suivit un autre. J'ai du ainsi souvent voter contre des impôts et en subir ainsi la conséquence pour tout acte d'indépendance. J'ai maintenant la satisfaction douloureuse de voir que les faits m'ont donné raison. Maintenant je ne veux plus m'en mêler et j'ai refusé de m'occuper de ces questions. Je me borne aux autres questions de finances et je vois que mon dévouement au pays est encore utile dans ma position actuelle. Cela m'encourage à persévérer dans la lutte que je soutiens pour avoir des économies et de l'ordre dans les finances. Ma santé va toujours mieux, les froids n'ont pas empêché son amélioration. Je prends cependant toutes les précautions nécessaires et je ne suis pas encore retourné dans le monde. Je m'en tiens même à l'écart. C'est la précaution qui est nécessaire au moral et au physique. Je ne cesse de suivre tout de même ce qui se passe. Je

³ Santa Rosa a omis de changer le millésime

⁴ Paul Manayra

⁵ Charles Laurenti Roubaudi fut élu député du 2^o collège de Nice en remplacement de Jules Avigdor décédé

crois à la continuation de la guerre⁶. Mais je n'espère pas grande chose de l'alliance pour le bonheur de la société. Les affaires de notre pays marchent par elles mêmes mais je trouve qu'on pourrait faire mieux. On cherche plutôt à végéter qu'à vivre. Ma femme se joint à moi pour faire agréer à Madame Carlone nos meilleurs sentiments pour elle. Elle regrette beaucoup de ne pas passer son hiver à Nice, cependant elle reconnaît aussi que ma santé ne souffre pas du climat de Turin. J'attends que vous me parliez de Paris et que me disiez ce qu'il en est de Nice. Je crois n'avoir pas une position pour le faire et de ne trouver pas de l'écho dans les Niçois même qui sont à Turin. La question des impôts est grave, elle sera encore davantage après la guerre. Je vous réserverai mes convictions une autre fois. En attendant je crois qu'il n'est pas prudent de la soulever et traiter dans les journaux. Il faudrait avant avoir un système bien arrêté et en attendant se soumettre à ce qui en est. Les meetings et les articles traitent légèrement ces questions et à un point de vue de partis. Alors la question fait des pas retrogades et ne trouve pas une solution en pratique assez pour aujourd'hui ; croyez moi de cœur. Tout votre dévoué ami. T. Santa Rosa.

66 – Turin, 11 janvier 1856

Mon cher Carlone, Je vous précise que j'ai trouvé une occasion pour vous envoyer les trois volumes *Monumenta historiae patriae*. C'est un jeune étudiant qui partira mercredi prochain et qui a été chargé de les apporter à Nice chez M. le professeur Beri. Vous aurez ainsi la bonté de les faire prendre chez M. Beri à la fin de la semaine prochaine. Je vous joindrai à la présente la note acquitée. Vous pouvez m'en envoyer le montant à la première occasion que vous aurez. Rien ne presse. On m'a assuré qu'on m'avait fait un prix réduit. Je pense que c'est la vérité. Ma santé continue toujours à marcher assez bien vers le rétablissement complet. Je travaille et je passe le reste de mon temps en famille. J'ai du éprouver depuis mon enfance tellement de déception, d'ingratitude que je me trouve mieux chez moi que dans le monde où vous trouvez des amis hypocrites, tandis que chez moi je trouve de l'affection vraie et du bonheur, n'y voyant que des amis sûrs et à toute épreuves. Je vois par ce moyen encore mieux ce qui se passe en dehors de chez moi et j'assiste de ma loge au spectacle que la pauvre humanité nous présente dans ce moment. Il faut laisser faire, le vent est vers les intrigues et les expédients. Aussi le vent est contraire à ma manière d'être. J'aime la franchise et un but réelle. Le vent changeant, je ne cesserai d'être ce que j'ai été toute ma vie, mais en l'état des choses je me borne à faire de l'administration le mieux que je sais et que je puis. Personne à Turin m'a parlé de l'élection de Nice. Aussi je n'ai pas cherché à en savoir davantage pensant que lorsqu'on est fonctionnaire et qu'on n'est pas dans la vie politique on ne doit pas se mêler des élections sinon pour exercer le droit d'électeur avec indépendance. Le ministère connaît ma manière de penser aussi il ne me demande jamais mon concours dans ces questions. Je ne connais pas l'avocat Borelli mais je connais de réputation M. Manayra. J'ai lu vos articles sur cette élection et je trouve que vous avez beaucoup trop dit sur moi. Dites-moi franchement ce qui vous a décidé à en causer. Je crois que votre amitié pour moi vous a fait exagérer. Rien de nouveau dans les questions graves. Les commérages vous les connaissez par les correspondances des journaux. Le Parlement travaille peu, tout est incertain pour la guerre ou la paix. La province de Nice aurait besoin d'une administration active. On lui doit des compensations, on en aurait le moyen sans nuire à mon pauvre Trésor. Mais il ne faut pas en vouloir au ministère. Cela dépend beaucoup de l'initiative qui se prend sur les lieux. Je regrette de ne pas être à Nice. Je pourrais cette année en jouir parce que ma santé le permettrait. Ma femme se joint à moi pour envoyer un bon souvenir à Madame Carlone. Croyez-moi à la hâte mais de cœur. T. Santa Rosa.

⁶ La guerre de Crimée a débuté en mars 1854. En janvier 1855 le royaume de Piémont-Sardaigne a rejoint la coalition franco-anglaise contre la Russie. La guerre se conclut au traité de Paris le 30 mars 1856.

67 – Turin, 12 février 1856

Mon cher Monsieur Carlone, Je réponds à votre lettre du 15 janvier. J'ai regretté et regrette encore de n'avoir pas un mandat officiel pour traiter les affaires de Nice et pour en éclairer le gouvernement. Ne l'ayant pas et ne pouvant pas pour le moment accepter, je ne puis me mêler de ces affaires qu'autant on m'en demanderait. Et bien il vous faut avouer que jamais on m'en parla. De Foresta surtout tend à ce qu'on ne m'en parle pas et il prend bien garde à m'en dire le mot. Lorsqu'on est puis embarrassé, M. de Cavour me demande le moyen d'en sortir au point de vue ministérielle, mais vous devez comprendre qu'à ce point je ne dois plus m'en mêler et je me borne à dire que de Foresta peut être renseigné aussi bien que moi et que je ne puis pas suivre les affaires de Nice. Aussi je me suis refusé net de recommander des candidats à l'occasion de la dernière élection et j'ai voulu en demeurer tout à fait étranger. Aussi j'en connais ce qui a été publié par les journaux et pas davantage. Dans le temps le roi nommait un tel personnage, je suppose intendant, et ce dernier n'y comprenait rien mais il se prétendait d'être capable, attendu que le roi de *sua certa scienza* l'avait nommé et jugé capable. Maintenant les élections vont arriver à la Chambre un personnage plus ou moins capable, ce dernier connaît l'intrigue, il sait faire des phrases à temps et encore mieux voter. Le voilà ministre. Il n'en aura pas la capacité mais il vous dirai, je suis un homme capable, un bon politique. Ce peuple m'a nommé et le pays représenté par le Parlement a décidé sur mon talent incontestable. Je déplore ces résultats politiques mais ils sont inévitables jusqu'à ce que l'homme d'Etat soit un homme d'expérience, de cœur et d'intelligence. Maintenant cette définition de l'homme d'Etat ne serait acceptée dans aucun pays. Pour tout homme qui s'occupe ou comme homme d'Etat ou comme modeste administrateur des affaires de son pays, le dévouement doit le guider, jamais l'intérêt personnel. Autrement il fera ses affaires, non pas celles du pays. Je n'ai jamais cru d'être autre chose qu'un modeste administrateur. Acceptant la députation, mon but était de voter selon mes convictions et de faire satisfaire aux intérêts des provinces que j'avais administré et qu'ainsi je connaissais et surtout de celle de Nice qui m'en avait donné le mandat. J'ai quitté la Chambre le jour que j'ai compris que je ne pouvais rien y faire de bon et que je n'y étais pas à ma place. J'ai accepté par contre le mandat d'organiser l'administration centrale et la comptabilité générale de l'Etat et d'en faire pratiquer les règlements. J'ai rempli ma mission et j'aurai pu obtenir de meilleurs résultats si j'avais rencontré de bon vouloir. Mais mon but a été satisfait. Maintenant j'administre le mieux que je fais mais je pense avec plaisir au jour que je pourrai quitter les affaires publiques, d'avoir l'entière disposition de mon temps. Vous me parlez de retourner à Nice faire l'intendant général mais vous ne savez pas qu'en 52 on m'avait proposé d'aller intendant général à Chambéry et que j'avais répondu : « je n'accepte plus d'être intendant général à l'exception de Nice ». Alors on m'a dit : « Mais vous ne pourrez jamais retourner à Nice. Vous soutiendriez trop chaudement les intérêts, vous y êtes trop engagé, vous ne pourriez pas être l'homme du gouvernement ». Je me suis borné à répondre : « je ne serai jamais à Nice ni ailleurs l'homme du gouvernement (souligné par Santa Rosa) comme vous l'entendez ». On ne me ferait pas une meilleure réponse et on ne me trouvera jamais instrument. Ainsi je reviendrai à Nice mais comme homme privé. Présentez mes hommages à Madame Carlone. Donnez-moi de vos nouvelles et parlez-moi de Nice que j'aime toujours comme mon pays. Ma santé va mieux. Mais mon moral ne se soutient pas toujours. Je m'aperçois que je ne suis pas assez indifférent à ce qui se passe. Je parviendrai à l'indifférence par l'isolement lorsque j'aurai ma retraite. En attendant je vois ma vie publique se terminer avec bonheur et j'éprouve un découragement complet pour la poursuivre encore. Tout à vous affectionné et dévoué ami.

T. Santa Rosa

68 – Turin, 29 avril 1856

Mon cher Monsieur Carlone, J'ai lu ce matin qu'à la Croix de Marbre est située une maison à vendre pour 10 mille livres et qu'il faut s'adresser au journal l'*Avenir* pour renseignements. Seriez vous assez bon pour me les envoyer. Je suis toujours décidé à devenir propriétaire à Nice lorsque je trouverai à faire une acquisition convenable et telle à m'y faire mon séjour de repos, lorsque je me retirerai des affaires publiques. Vous avez eu à Nice une bonne saison pour les étrangers cet hiver. J'aurais bien voulu en être aussi. Ma santé est presque rétabli. Aujourd'hui M de Cavour arrivera à Turin de retour de sa mission. J'aurai aimé plus de repos et je pourrai avoir un congé pour aller passer à Aix⁷ le mois de juin et juillet et m'y rétablir radicalement. Je vous dirai rien sur la politique de dehors et à l'intérieur, vous en savais à Nice autant que moi à Turin. Au reste j'y suis étranger et pour cause. Ce que l'avenir nous donnera ne peut pas nous venir de la politique du jour. Je voudrais au moins voir le chemin de fer de Toulon à Turin par Nice, Oneglia, Mondovi et Savigliano mais je vois avec peine que personne s'en occupe dans notre pays et je ne puis, je ne dois pas m'en occuper. On ne fera rien ou fera mal si on laisse le terrain libre aux Français et aux Gènois, l'agiotage dominant les premiers et l'égoïsme les autres. Rappellez-vous au souvenir de Madame Carlone. Donnez-moi de vos nouvelles et de celles de Nice. Croyez moi à la hâte mais de cœur T. Santa Rosa

69 – Turin, 10 mai 1856

Mon cher Monsieur Carlone, Je me hâte de répondre à vos deux lettres du 28 avril et du 8 mai. Je commencerai à vous accuser réception des 90 f. que vous m'avez païé au moyen d'une lettre de change pour me rembourser du prix des deux volumes de *Monumenta historiae patriae*. Je viens de suite vous remercier des renseignements que vous m'avez envoyé sur la propriété dont je vous avais écrit. J'y penserai et j'en causerai avec ma femme et je vous en écrirai ensuite ma décision. Je ne cesse pas de mes fonctions de Directeur général du Trésor. J'y tiens pour les choses et les employés. Je ne quitte pas même mon cabinet de travail. M de Cavour ayant disposé autrement du secrétaire général des Finances et ne voulant le remplacer a cru devoir m'engager à remplir les fonctions de secrétaire général provisoirement avec les miennes de directeur général du Trésor. Je ne puis pas m'y opposer et je ferai ce que je pourrai pour le mieux. J'ai cependant aussi fait mes conditions et j'ai ainsi obtenu de faire l'expérience et voir si je puis y suffire pour les deux services. Je crois une erreur l'accumulation d'attributions, la division du travail est trop nécessaire. Mais il faut faire preuve de bon vouloir lorsqu'on vous montre de confiance. Je n'ai pas voulu des avantages et je me borne à avoir plus de travail et de responsabilité. Au reste ma santé va bien maintenant. Nice ne cesse de m'intéresser. Ce que vous m'en écrivez m'a peiné mais je n'ai pas été surpris du tout (vous comprenez ma position). Je n'ai plus le droit de m'en occuper et à raison que Nice a un ministre du pays je ne puis pas même prendre une initiative officieuse pour les intérêts niçois. Je vois que maintenant serait le moment de traiter la question que j'avais posée dans les articles publiés dans votre journal, celle du chemin de fer et je n'ose le faire. Je n'aboutirai à rien, parce que Foresta et députés et autres s'y opposeraient. Je suis forcé au silence mais je le regrette. Vous me dites que les bêtes sont toujours méchantes. Je l'ai appris à *mie spese*⁸ et j'ai aussi compris qu'il faut se borner à se défendre des bêtes mais il est peu prudent de les attaquer, on y perdrait notre latin à le faire. Les hommes sans cœur sont encore plus dangereux et vous savez que nous en avons rencontré pour les affaires de Nice. Nous aurons des événements graves. Je vous écrirai une longue lettre aussitôt que je le pourrai. J'ai passé sous silence ce que vous m'écrivez et dont je suis d'accord avec vous. L'*Avenir* est pour l'indépendance et la liberté. Les deux idées ont toujours gagné et seront un

⁷ Aix-les-Bains

⁸ à mes dépens

jour des faits accomplis. En attendant il faut travailler et attendre. Tout à vous de cœur. Nos compliments empressés à Madame Carlone. Votre dévoué ami. T. Santa Rosa

70 – Turin, 12 juillet 1856 (à l'en-tête du ministère des Finances)

Mon cher Carlone, Mes doubles fonctions de directeur général du Trésor et de secrétaire général m'ont empêché de vous écrire comme je me proposais et vous dire que la maison dont vous m'avez écrit me paraissait satisfaire entièrement à ce que je désire. Mais je persiste dans ma décision de venir passer à Nice mes derniers jours lorsque je quitterai les affaires et je saisirai la première occasion d'acheter une maison pour m'y loger. Ayant le temps devant moi j'espère faire au bon marché et trouver une maison agréable bien située. Maintenant vous me posez des questions, je me hate d'y répondre et je commencerai pour vous dire que l'article sur La Marmora et Boschi m'a donné l'occasion de rire avec moi-même. Le premier a été destiné à Gênes pour n'y pas envoyer des hommes politiques soit des personnes ministérielles ni parlementaires qui sollicitent des positions. A Turin on ne connaît pas la valeur de M. La Marmora et on prendra au sérieux votre éloge dans l'*Avenir*. Je ne suis pas obligé de leur faire connaître, je me suis borné à dire que je doutais que L. M.⁹ puisse acquérir de l'influence à Gênes. Quant au choix de Boschi je vous dirai franchement que je l'ai prévu et que j'ai cru devoir manifesté aussi des doutes à son égard. Je ne le croirais pas à la portée de cette place. Je me tromperai mais j'ai cette conviction. Au reste Boschi est un bon garçon mais il est un peu faiseur et cela ne va pas pour Nice. Je ne lui confierais pas un secret. Il a été l'homme de confiance de Paolacci gouverneur à Gênes, ensuite de Plizza, de Sineo, du club de Valerio, enfin d'autres personnages que je ne nommerai pas. Cela entre nous. Il a le désir d'obliger et de faire des affaires en causant plus tôt qu'en écrivant, en étudiant. Vous connaissez maintenant l'instrument, tachez de vous en servir. Avec ma franchise je vous en ai dit assez, votre intelligence vous fera deviner le reste. Le pouvant je serais venu moi même vous administrer mais on ne le veut pas et de Foresta serait le premier à s'y opposer. Au reste on a besoin de moi ici et je ne puis pas quitter mes fonctions actuelles faute de remplaçants. Mais si mon devoir m'attache pour le moment à cette place, mon désir me ferait venir à Nice. Thaon employé des douanes à Nice est bien noté au ministère et il n'est pas question de lui donner une autre destination. J'en ai parlé à son directeur général. Mais d'après les principes de l'administration des douanes, on ne laisse jamais longtemps les employés à la même résidence. Ainsi il pourrait se faire que a l'occasion d'un avancement il fût destiné ailleurs et que je ne fusse pas informé à temps pour l'empêcher. Ainsi à l'occasion écrivez en moi. J'avais engagé M. de Cavour à écrire pour recommander l'affaire du diguement du Var. Le jugement est prononcé et les travaux pourront être menés à bonne fin. J'en suis heureux. Je ne laisse jamais manqué l'occasion de me montrer bon Niçois. Je le suis de cœur et par reconnaissance. J'ai rencontré votre syndic Baralis¹⁰ qui m'annonçait toujours sa visite et qui ne me la fit jamais. Nous ne pourrions au reste pas bien nous comprendre. Baralis est un cheval de parade et moi je suis un cheval de bataille. Je suis convaincu que les chemins de fer de Nice à Gênes et de Oneille à Fossano se feront par les deux compagnies de Cuneo et de la Méditerranée. Cependant il y a des critiques, des intérêts qui s'y opposent. Parlez et écrivez dans ce but, on fera ce qui est du à Nice et au pays. Au moins j'en ai l'espoir. Je me borne dans ces questions à m'expliquer d'après mes convictions, mais je me tiens en dehors de toutes les personnes qui agissent pour ou contre. Je veux rester au dessus de tous les intrigants et ne pas m'y frotter. Alors mes opinions ont la valeur de celles qui partent d'un homme désintéressé et convaincu. De Foresta fils a reçu la décoration de la Hollande par M. Cibrario. Voici comment M. Cavour même m'a expliqué la chose. La Hollande a envoyé plusieurs décorations. Cibrario en a distribué même aux expéditionnaires du ministère qui

⁹ La Marmora

¹⁰ Adrien Barralis notaire et syndic de Nice de 1853 à 1857, député du collège d'Utelle en 1857

n'étaient pas encore décorés. Alors il en a aussi donné une à de Foresta fils pour faire plaisir au père. Au reste ne croyez pas à la carrière diplomatique de de Foresta fils. Cela est un canard. De Foresta père est amoureux de la veuve Cimies, au moins on le dit et on sait que ladite dame accorde protection. Nous verrons mais nous ne serons plus trompés. Toute ma famille va bien. Ecrivez moi. Mes compliments joints à ceux de ma femme pour Madame Carlone. Très à la hâte mais de cœur. P.S. La politique à une autre fois. Ecrivez moi avant. T. Santa Rosa

71 – Turin, le 12 novembre 1856 (à l'en-tête du ministère des Finances)

Mon cher Carlone. Je suis surchargé de travail et je vous écris ainsi très la hâte. Le Roi viendra à Nice au mois de janvier si rien ne se changera d'ici lors. M. de Cavour l'accompagnera. Il n'a jamais été question que le ministre de la Justice eusse à accompagner le Roi. Le ministre n'est pas un homme sérieux ayant de l'influence et de l'initiative dans le cabinet. Vous savez aussi jusqu'ou ses soit disant amis peuvent compter sur lui. Il n'est pas à la hauteur de sa position officielle et il est fournit autant de faiblesse qu'il aurait besoin d'énergie pour son administration. Lorsque M. de Cavour viendra à Nice vous devriez aller lui faire une visite. J'aurai le temps d'ici là de vous écrire encore. N'annoncez pas encore l'arrivée du Roi à Nice pour janvier. On n'a pas encore écrit officiellement. Boschi se flatte lorsqu'il dit d'être ami de M. de Cavour. Je ne puis admettre cela et vous en comprendrez la raison ; ce que vous m'en écrivez est juste et il ne m'étonne pas. Au reste j'ai appris à le connaître depuis l'université et aussi je ne l'ai pas recommandé à mes amis de Nice comme j'avais fait de Marzano, je me suis borné à leur dire qu'il était bon diable. J'espère que la saison sera bonne pour Nice. Je le désire et je le crois d'après ce qu'il me revient de toute part. Je viens d'apprendre la mort de pauvre Galli¹¹, je le regrette beaucoup à cause de la bonne amitié qu'il a toujours eu pour moi et je ne l'oublierai jamais. Je suis persuadé que vous aussi l'avez regretté, puisqu'au fond vos discussions avec lui n'étaient de nature à faire oublier l'estime réciproque que vous aviez l'un pour l'autre. Ce que vous me dites sur la France est un espoir. Les impressions que je vous communiquerais sur la France sont des faits. Au reste je crois que nous traversons une époque de transition. Aussi personne ne peut avoir confiance dans les conservateurs du présent. Je suis conservateur des principes non pas du présent, d'immobilité des faits, des institutions. Mais je ne puis à moins de déplorer qu'en France la corruption soit à son apogée dans les affaires financières, qu'on oublie les principes pour de l'argent. Au reste je me borne à travailler pour mes finances dans les limites de mes attributions parce que je considère, comme un devoir, le travail. Mais je ne veux pas prendre autre part aux affaires publiques jusqu'à ce que je puisse espérer de travailler pour un avenir solide et selon mes convictions. Rappelez moi ainsi que Madame Santa Rosa aux souvenirs de Madame Carlone. Je voudrais bien venir vous voir cet hiver à Nice et si j'y viendrai pas ce ne sera pas faute d'en chercher le prétexte. Ce qui est sur c'est que je viendrai m'y établir lorsque je cesserai mes occupations officielles. J'aime ce pays et j'y trouvais ce que je voudrais trouver ailleurs dans les personnes que j'y ai connu. Le Parlement s'ouvrira en janvier, après le Roi viendra à Nice et à son retour les travaux de la Chambre commenceront en public. Pendant le séjour du Roi à Nice je pense qu'on travaillera dans les bureaux de la Chambre. Je ne crois pas qu'on puisse faire des lois organiques dans cette dernière session de la Chambre actuelle, on en présentera cependant les projets. La loi financière continuera encore cet hiver et au printemps nous verrons si on sera à la paix ou à la guerre. Mon opinion personnelle est que les gouvernements désirent la paix et qu'ils ne feront plus dans leurs intérêts la guerre. Ce que vous m'écrivez sur les *fratelli* Lombardi est juste. Au moins je pense comme vous. L'affaire de Galleani est un cancan scandaleux de toute part. Je vous quitte en vous assurant de mes meilleurs sentiments d'amitié pour vous. T. Santa Rosa

¹¹ Dominique Galli, syndic de Nice, député du collège de Nice 2 en avril 1848

PS. J'ai du vous écrire à plusieurs reprises et je n'ai pas le temps de me relire et cela vous fera comprendre comment je suis dans ces jours-ci à chaque instant dérangé et que le travail plus pénible est celui d'un fonctionnaire responsable d'un service. On peut conserver l'indépendance des opinions comme je fais mais on ne peut pas avoir la liberté de notre temps.

72 – Turin, le 15 décembre 1856 (à l'en-tête du ministère des Finances)

Mon cher Monsieur Carlone, je me hâte de répondre à votre lettre du 13 et en même temps à celle du 25 novembre. Je me suis nettement prononcé sur la question du chemin de fer de la Vésubie vis à vis de ceux qui m'en ont parlé ou écrit et je n'ai pas craint de perdre la popularité et je n'ai rien dit ou écrit pour gagner cette popularité que les libéraux de 48 cherchent avec avidité, et qui dure comme *le bolle di sapone*. Je suis un homme d'administration et je tiens à être jugé après les faits non pas après des belles promesses qui sont le plus souvent des actes hypocrites et qui font naître des illusions et des désillusions en même temps. Je vous énonce mon opinion. Je doute fort sur la possibilité topographique et financière de faire un chemin de fer par la vallée de la Vésubie. Si on croit faire dresser un projet pour faire disparaître cette doute et pour s'assurer sur la possibilité ou non de le faire, je m'abstiendrais mais je ne pourrais le désapprouver parce que je pourrais me tromper et juger mal la situation financière et méconnaître les ressources de l'art. Cela posé, je crois aussi qu'il aurait fallu choisir un autre ingénieur et qu'on aurait pu faire un meilleur marché mais je n'aurais jamais accepté un traité avec l'ingénieur dont s'agit. Depuis 53 j'ai quitté la députation d'Utelle et je me suis depuis lors imposé, le croyant délicat, de ne jamais prendre la moindre initiative auprès des ministères et des autorités pour les affaires de Nice. Je me suis borné à témoigner de mon intérêt amical pour les Niçois en particulier et à leur donner mes opinions sur les affaires dont on me parlait ou m'écrivait mais je me suis toujours abstenu de me donner le ridicule de représenter les intérêts niçois sans en avoir la mission. Si pour une affaire particulière un ami niçois s'adresse à moi, je fais ce que je peux pour le seconder dans les limites que vous connaissez mais je n'ésite pas à en parler. Si par contre il s'agit d'affaires publiques, je me tiens à répondre mon opinion et je ne la dis aux ministres que si on me la demande. Or les ministres ne m'ont pas demandé ce qui devait se faire pour l'affaire du chemin de fer, je ne leurs en ai jamais dit le mot. Voilà une règle de conduite et vous voulés aussi les motifs qui me l'ont dicté. Si un jour je deviendrai propriétaire à Nice ou si je quitterai mon service ou je reprendrai la députation alors j'en aurai le droit et je m'occuperai des intérêts niçois avant tout. Réfléchissez et vous me direz que j'ai raison. Je serais autrement dénoncé comme un intrigant ou un homme qui se donne de l'importance, d'autre part je perdrai même l'influence que je puis exercer pour les affaires sur lesquelles je puis être interrogé par les ministres. De Foresta est venu me voir sous prétexte de son budget pour savoir ce que je pensais sur le chemin de fer. Je lui ai exposé ma conduite comme je viens de faire avec vous. Il en a été heureux parce, me dit-il, il a du écrire suivant l'opinion de son collègue ministre des travaux publics et il craignait de n'avoir pu faire de l'impression. Je l'ai assuré que je ne me flattais pas de n'avoir produit davantage. Le Roi passera les derniers jours de janvier à Nice. Je ne crois pas pouvoir y aller, ni avant ni après et, pendant que le Roi sera à Nice, j'aurais beaucoup à faire et je dois rester pour remplacer M. de Cavour aux Finances. Rien de nouveau à Turin ni ailleurs. La diplomatie ne pourra jamais nous donner une paix stable et cela parce elle ne peut pas satisfaire aux besoins qui agitent la société et pour lesquels rien n'est stable. Aussi je me borne à travailler pour mes Finances parce le travail est un devoir mais je réserve ce qui me reste d'énergie et de vie pour des temps meilleurs. Pour le moment il faut se borner aux affaires et ne pas se trouver mêler à la vie politique officielle. Je suis maintenant avec une santé meilleure que vous ne m'avez jamais connu et j'espère encore pouvoir mieux servir ma patrie et la société que je ne le puis moralement. Mes

amitiés à Juge. Laissez tomber l'affaire du chemin de fer ; vous verrez alors que la chute des premiers sera terrible et nous ne serons pas là pour l'empêcher. Laissez les faire, ils ne peuvent durer et les masses lorsqu'elles sont trompées, sont terribles contre ceux qui les ont trompés. Je les attends, les Clerico et les Laurenti et les Baralis. Je vous quitte en vous priant de m'écrire souvent. Les autres amis sont fâchés mais il n'osent me l'écrire, ils gardent le silence avec moi. Je désire ainsi doublement d'avoir vos lettres, parce que autrement je n'aurais plus des nouvelles de Nice que j'aime toujours comme ma patrie. Tachez de faire voir à l'occasion du voyage du roi que vous êtes des hommes sérieux et faites voir aussi que vous n'êtes pas des séparatistes (souligné par Santa Rosa) et que vous recevez avec plaisir la visite du Roi. Autrement on ne vous comprendra pas et on vous calomnierait encore. Ecrivez-moi et croyez-moi de cœur. T. Santa Rosa.

Année 1857

73 – Turin, le 15 janvier 1857 (à l'entête du ministère des Finances)

Mon cher Monsieur Carlone, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre dernière lettre. Je regrette d'avoir été et d'être encore très occupé et de ne pouvoir ainsi vous développer mes idées sur tout ce dont vous m'écrivez. Je me borne donc à vous assurer que je suis d'accord avec vous à l'égard des de Foresta. Je dois cependant vous remarquer que le fils vaut moins que le père et que vous devriez ne pas accepter ses jésuitiques confidences et promesses et lui fermer la porte de votre journal. Je considère le fils de Foresta comme une *cortigiana*. Si vous voyez une *cortegiana*, vous êtes sensé de vous en servir et vous vous compromettez à certain point de vue. Je n'ai plus vu de Foresta père depuis la visite dont je vous ai parlé ; il n'est pas à son aise avec moi et il sait que je le connais et que je n'ignore pas les tripotages plus ou moins frauduleux de son fils et je dirai même de toute sa famille pour l'avidité de l'argent. C'est indigne d'un homme honorable ce qu'il a fait pour votre gérant. Il ne m'en a pas parlé et pour cause mais je sais qu'il n'est pas votre ami. J'espère justement que M. de Cavour puisse causer avec vous et juger si je vous ai mieux connu et apprécié que votre faux ami de Foresta. Le ministère des Finances accorde facilement la grâce pour les amendes de presse lorsque le ministre de la Justice en fait la proposition. Nous ne voulons pas nuire à la liberté de la presse ainsi nous sommes très coulants pour cela dans les limites cependant de ce que les lois accordent au pouvoir exécutif. Si vous croyez que je doive en parler ou écrire à de Foresta envoyez moi un mot que je puisse communiquer ; je n'hésiterai pas à faire ce qui peut dépendre de moi, pour vous obtenir ce qui sera possible pour votre gérant. De Foresta est dans la position de *Tantalo* entre il voudrait venir à Nice pendant le séjour du Roi et il voudrait être auprès de Madame Cimies. Je crois que cette dernière aura raison d'autant plus que personne ne presse de Foresta pour aller à Nice pendant le séjour du Roi particulièrement à cause de son fils. A Turin on est persuadé que le Roi sera bien reçu à Nice. En mon particulier je tiens beaucoup qu'on ne puisse pas attribuer de la tiédeur pour le Roi de la part de ceux qu'on accuse à tort d'être du parti séparatiste. Voilà franchement ma pensée : je craindrais plutôt que la *ditta* Clerico-Laurenti-Baralis puisse faire des bêtises mais je ne crains pas du parti libéral de Nice. Il faut gouverner tous avec la même mesure. J'ai tâché de faire ainsi pendant que j'étais intendant général mais je savais aussi que je trouvais de l'appuy et de la force dans cette ville auprès des libéraux et je voudrais aussi que ceux-ci puissent laisser voir qu'ils savent apprécier un Roi loyal et brave et qu'ils ont une élévation dans leurs sentiments et qu'ils voyent quelque chose au dessus de Nice. Je n'ai jamais admis l'existence d'un parti séparatiste, aussi j'ai été accusé d'en être. J'ai constaté à Nice une majorité libérale non pas révolutionnaire et je retournerais à Nice faire l'intendant général, je m'appuyerais sur eux pour agir et gouverner dans l'intérêt du pays et de la province. Tout ce que vous m'écrivez sur les *fratelli* est juste. Je pense et je parle de même. Si j'avais été à Nice plus longtemps ou si

j'y retournerais encore en particulier ou en fonctionnaire je serais toujours occupé à atteindre le but que vous dites d'avoir un seul parti, celui des citoyens libéraux sincèrement dévoués à leur pays (souligné par Santa Rosa). L'intendant général a montré son peu de capacité dans l'affaire du chemin de fer, il devait agir sans consulter le gouvernement et agir à temps sans attendre la délibération du conseil comunal. Les affaires finissent mal lorsqu'elles sont mal instruites. Je crois que j'ai perdu beaucoup dans la montagne parce que je n'ai pas voulu les tromper. Il en sera de même à Nice. Peu m'importe. Je tiens avant tout à être vrais et à porter haute ma tête sans craindre d'être pris pour un homme de mauvaise fois. Je me rappelle toujours l'arrivée des Hongrois à Nice. On a imprimé des insolences contre moi parce que je les avais traité sans importance et je n'avais pas cédé à la demande de la Garde nationale. Ceux mêmes qui étaient contre moi, dans cette circonstance sont venus me chercher 8 jours après pour me prier de les débarrasser de ces *fratelli*. Les hommes mêmes, qui ont amené le *Connubio* se trouvent maintenant obligés de me donner raison, ils se montrent bons envers moi, ils m'estiment. Ils reconnaissent que je suis plus libéral qu'eux mêmes. Je n'ai jamais l'intrigue et les routes qui ne sont pas en ligne droite. Je ne cherche pas la fausse popularité et je tiens à obéir à ma conscience. Aussi je n'ai pas hésité à me prononcer dans la question du chemin de fer et j'en subirai toute l'impopularité sans me fâcher et sans regrets. Le Roi arrivera à Nice la semaine prochaine. Ecrivez moi une longue lettre. Comptez toujours sur mon amitié. Nos bons souvenirs à Madame Carlone. Le Roi vient de me nommer commandeur de l'ordre des Saints Maurice et Lazare et cela à l'occasion des budgets présentés à la Chambre dont je me suis occupé. Je ne tiens pas aux décorations mais j'ai été sensible au témoignage que M. de Cavour a voulu me faire donner et cela, à raison des motifs qui l'ont dicté. Au reste je vous l'écris pour que vous ne lui donniez plus de l'importance en voyant cela dans les journaux. C'est une lettre de remerciements pour mes travaux et voilà tout. Je vous enverrai un exemplaire des budgets et de la situation du Trésor. En attendant lisez si vous le pouvez cette lettre écrite à plusieurs reprises entre les signatures que j'ai donné, mais je le lirai pas parce que je ne vous l'enverrais plus. Adieu. T. Santa Rosa

74 – Turin, 1^{er} avril 1857 (à l'en-tête du ministère des Finances)

Mon cher Monsieur Carlone. Je me suis empressé de me faire rendre compte de l'affaire dont vous m'écriviez le 28 mars dernier. Voici jointe la note qui m'a été donnée. J'en ai ensuite parlé à M. de Cavour lequel est bien disposé à faire tout ce qui sera possible en voie administrative lorsque la demande sera adressée avec les pièces nécessaires conformément à la loi. Vous comprenez que le ministre sans cela ne peut rien décider et que l'arbitraire ne peut avoir lieu pour tout ce qui est réglé par les lois. Mais l'application de la loi peut être plus ou moins rigoureuse et le ministre fera de son mieux pour ne pas appliquer à la lettre et au delà de son esprit pour ce qui concerne l'endiguement de l'Arve. Vous pouvez être persuadé que je me suis hâté de faire tout ce que je pouvais en faveur de ce malheureux endiguement. Si mon successeur en 49 avait suivi mes principes, M. Villain aurait été écarté dès 49 de son entreprise. J'avais tout préparé dans ce but et j'avais repoussé toute recommandation pour ce Monsieur Vilain, de nom et de caractère et d'autres choses encore. Mais il est inutile de revenir sur le passé. Il faut penser à activer les travaux ; pour cela vous avez un bon ingénieur mais il faut aussi une bonne combinaison financière pour la dépense et je regrette de n'être pas sur les lieux pour vous dire ce que le résultat de mon expérience pourrait me suggérer. Il me paraît cependant que vous devriez demander un emprunt à la Caisse des dépôts et que moyennant cet emprunt vous pourriez activer très promptement vos travaux. J'ai aussi reçu avec plaisir votre lettre du 22 mars. Je n'ai pas le temps de vous y répondre aujourd'hui avec détail comme je voudrais. Je me bornerai à vous dire que je suis à la veille d'acheter une propriété à Nice. Vous savez que je suis constant dans tout. A propos de constance je vous avoue d'avoir

appris avec peine la conduite et les inconséquences du père et fils¹² ; sans esprit saint pour en faire quelque chose. Ils sont à la vérité très peu habiles et très peu capables. Nous verrons que la fin montrera que je dits vrai. Les ministres ont pressé les choses et les personnes une idée juste, je vous écrivais, mais je ne vous disais pas sur le pays et sur toutes les personnes. Pour cela ils sont restés trop peu de temps. Vous avez raison. Le premier témoignage d'intérêt du gouvernement pour un pays est celui de lui donner un administrateur capable. La difficulté ne peut pas se résoudre à cause du défaut des ces administrateurs que nous voudrions pour Nice. Je constate le fait mais je suis loin de dire qu'on ne puisse pas en trouver. Le fait est cependant que parmi les intendants en fonction, la haute capacité est bonne pour le moment. La question de Monaco sera juste mais il n'est pas moins vrai que le public la considère ridicule. Or en la traitant on prête à se faire critiquer. Voilà ce que je voulais vous faire comprendre. Au reste je vous avoue que je n'ai pas donné d'importance à tout ce qui a rapport à Monaco ; J'ai toujours pensé qu'il fallait donner de l'argent au prince et en finir une bonne fois. Je suis convaincu que le prince vous aurait coûté moins que Menton et le Mentonnais. Voilà entre nous ma pensée. Je l'avais proposé en 49 mais Gioberti¹³ avait autre chose à faire. Alors on aurait pu venir à un arrangement à bon marché. Mes meilleurs souvenirs à votre mère et à Juge. Tout à vous dévoué. T. Santa Rosa

75 – Turin, 15 avril 1857 (à l'en-tête du ministère des Finances)

Mon cher Monsieur Carlone, L'administration des douanes recommandera à Nice de veiller à ce que les douanes fassent leurs devoirs et soyez persuadé que ces ordres produiront un bon résultat. En attendant ne cédez pas devant les sollicitations et faites que justice soit faite. Je crois avoir du cœur et j'en aurai quelquefois même trop mais jamais je n'ai eu de pitié contre les délits et les voleurs. C'est une faiblesse, un manque de devoir non pas un acte de cœur, de charité. Lorsque vous aurez adressé une nouvelle demande pour les droits concernant l'endigement du Var, vous m'en préviendrez et je tacherai alors de faire de mon mieux. Au reste vous comprendrez facilement que l'administration du domaine fiscal et que le ministre ne doit pas la décourager lorsque la fiscalité ne va pas au delà de la ligne marquée par les lois et les règlements. Mais vous pouvez compter que le ministre fera ce qu'il pourra pour favoriser cette entreprise. Quant à moi vous savez qu'au contraire je suis toujours suspect de partialité lorsqu'il s'agit de Nice. Alors pour être utile aux intérêts niçois il me faut toujours avoir beaucoup de prudence et de réserve pour qu'on comprenne que je plaide un droit non pas une grâce. Je suis surchargé de travail et je ne pourrai avoir un peu de répit que lorsque le Parlement ne sera plus ouvert. Pour à présent je dois donner tout mon temps aux affaires pour ne pas en mériter le reproche juste que vous faites à certains administrateurs. Je voudrais pouvoir être débarrassé de la responsabilité qui pèse sur moi maintenant mais je me suis engagé comme ami avec M. Cavour et je ne quitterai que lorsqu'il en aura assez de moi ou il quittera le ministère des Finances. Alors je viendrai passer mes hivers à Nice et je m'occuperai selon mes désirs sans avoir tout le temps pris par les devoirs de mes fonctions. Or on dit que les autres n'en font pas de même et qu'ils savent trouver le temps à tout. Je leur répondrai que chacun a sa manière de faire. Quant à moi je ne puis pas être autrement. Je prends toujours au sérieux un devoir et je m'en acquitte d'après ma conscience. Ces remarques que vous me faites sur le personnel administratif dans notre pays sont justes au fond mais pour amener ce que nous voudrions dans l'intérêt du pays, il faudrait un homme comme l'était le comte de Pralormo¹⁴ d'une volonté ferme que rien n'ébranlait. Mais avec des chambres et une presse qui souvent tachent à détruire, non pas à consolider le principe de l'autorité, il est difficile qu'un tel homme ne se cache pas la tête avant d'avoir pu obtenir un

¹² Il fait à l'évidence allusion à de Foresta

¹³ Vincenzo Gioberti président de la Chambre puis président du conseil de décembre 1848 à février 1849

¹⁴ Carlo Beraudo di Pralormo, ministre de l'Intérieur du roi Charles-Albert

résultat. Je crois nécessaire cette réforme dans le personnel mais je crois aussi qu'il faut attendre que la presse s'améliore d'elle même et que les chambres aient plus d'expérience. Un ministre, sans avoir les chambres et la presse d'accord sur cette question ne pourra jamais avoir la force nécessaire pour faire la réforme dont s'agit. Savez ce qui arriverait. On aurait des hommes politiques de la force de ceux dont nous avons déjà fait l'expérience à Gênes, à Mortera. Le mal est facile à faire, il n'en est pas de même du bien croyez-le et alors il faut savoir qui sera hommes qui tachent au moins de faire le plus de bien qui leurs est possible. J'ai été surpris d'apprendre que les Niçois avaient adressé une pétition au Sénat contre la liberté de l'intérêt de l'argent. Il ne faut pas combattre ces principes et je crains bien que la question personnelle du ministre niçois¹⁵ y entre pour beaucoup. Si vous m'en disiez quelque chose, je vous saurai bon gré. La société est maintenant fort agitée dans le monde. Il ne faut s'y méprendre, nous sommes appelés à assister à une grande révolution sociale et les gouvernements ne pourront pas l'arrêter. Il est de leur devoir de le diriger. Leur résistance pourra retarder les événements mais ne les empêchera pas ; le contraire il en résultera la mauvaise révolution que nous pourrions éviter. La corde est tendue et trop tendue pour qu'elle ne puisse pas se casser d'un moment à l'autre. Si nous vivrons, nous verrons. En attendant nous aurons des élections politiques, je ne m'en mêlerai pas mais j'espère au mieux que Nice fera de bons choix. Je parle bien avec désintéressement parce que je ne me présenterai aucune part et je me tiens en dehors depuis avril 53 de tous nos partis politiques ou de coteries. Je vous embrasse de cœur. A un autre jour. En attendant écrivez moi. T. Santa Rosa

76 – Turin, 12 mai 1857 (à l'en-tête du ministère des Finances)

Mon cher Monsieur Carlone, M. Boschi m'a écrit aussi pour le diguement du Var. Lorsqu'il sera à Turin je tacherai de le seconder dans tout ce que je saurai utile à l'accomplissement de ces travaux. En attendant j'ai tâché de faire mon possible pour recommander cette affaire aux hommes de finance qui sont appelés à donner leurs avis (qui est une décision administrative) sur les droits d'enregistrement parce que je crois juste qu'on demande. Tout ce que je vous écrivais sur le personnel administratif est le résultat d'une longue expérience des hommes. Je vous le confirme et je vous parle avec franchise comme l'exige mon caractère. Il faut attendre du temps ce que le présent nous donne pas. Si je suis d'accord avec vous qu'il faut s'occuper de l'avenir et amener une amélioration dans le personnel administratif des provinces, ou doit en attendant donner la préférence à des hommes médiocres plus tôt qu'avoir recours à des hommes intrigants. Voilà ma pensée pour le présent. C'est un inconvénient et je suis aussi d'avis qu'il le faut faire cesser. Aussi je ne cesse de le dire à ceux qui en ont le pouvoir et l'autorité de la faire cesser. Je ne crois pas dangereuse la réaction dans le pays mais je n'ai aucune confiance dans le tiers partis. Le ministère Cavour est un ministère franchement libéral et progressiste. Telle est la pensée du chef du ministère. On doit compter sur les libéraux avancés plutôt que sur les libéraux de circonstance à l'instar de notre ancien ami de Foresta (souligné par Santa Rosa). Les derniers sont ceux sur qui on ne peut ou ne doit pas compter. Le pays aime la liberté et le progrès et le gouvernement aura le pays avec lui en marchant largement dans les réformes. Voilà ce que je pense sur la situation intérieure. Aussi je ne crois pas à la possibilité de réaction absolutiste et cléricale ou d'une révolution républicaine dans notre pays. Mais je vois deux partis possibles finalement. Les hommes franchement progressistes (et je suis avec eux) et les hommes très conservateurs (pour eux et pour leurs intérêts) et timides. Entre ces deux partis il n'y a pas de partis, il y a une intrigue. Cavour, Rattazzi et La Marmora qui sont les ministres dirigeants sont progressistes et ils ne doivent pas s'appuyer sur les hommes sans couleur parce que au bon moment ils manqueront à l'appel et ils n'inspirent pas confiance. Tout ce que je vous disais ensuite avait rapport à la question sociale qui touchent les peuples depuis la Chine à l'Angleterre. Quand je vous

¹⁵ Il s'agit de Jean De Foresta, ministre de la justice pour la seconde fois de 1855 à 1859

écrivais que la corde est trop tendue pour qu'elle ne casse pas, je pensais aux gouvernements d'Europe non pas à notre question autrichienne. A l'égard de cette question, je puis vous assurer que M. de Cavour ne fera jamais ce qui a combattu en 49. Si j'eusse une seule doute à cet égard je quitterais même mes fonctions financières pour protester hautement et ouvertement. Je vous remercie de ce que vous m'avez écrit sur la pétition au Sénat au regard de la liberté des intérêts. J'ai acquis la certitude que de Foresta père et fils n'ont jamais été nos amis. Quant à moi j'ai du ces jours-ci reconnaître que de Foresta a toujours été mon adversaire et qu'il a toujours cherché à me nuire à la sourdine. Je ne lui en veux pas mais je ne lui crois plus. Ma santé maintenant est excellente. Je pense cependant qu'il faut aussi se reposer un peu avant de quitter la vie et je ne cesse pas de vouloir me procurer une maison à Nice pour venir m'y fixer l'hiver, aussitôt que je pourrai me retirer des affaires. Nous tâcherons alors de nous occuper des affaires niçoises ensemble et faire de bonnes causeries. Je vous avoue que je suis désolé de voir votre *municipio* aller comme il va. J'avais rêvé bien autre chose pour Nice en 48 et 49. Depuis lors il s'est endetté et voilà tout. Tachez de faire arriver un bon député de Puget Thenier. Ces mêmes individus qui étaient mes adversaires enragés à la chambre en 53 m'ont fait des instances et ils n'en ont fait même auprès de M. de Cavour pour me décider à me présenter dans ce collège candidat. Ils ont voulu me dire qu'ils faisaient amende honorable. J'ai refusé sans hésiter un instant. Je suis trop occupé pour avoir le temps de faire le député et je n'accepte jamais des fonctions sans pouvoir les remplir avec conscience. Je ne peux pas être employé et député à la fois et maintenant je sais que je ne pourrais rien faire avec les autres députés niçois qui pensent à eux plus qu'aux représentés. Ma décision a fait de Foresta très heureux il pourra proner le nommé Borelli. Je pense que les électeurs ne le nommeront pas, en tous les cas ne l'appuyez pas. Vous y serez attrapé comme nous l'avons été avec d'autres que nous avons proné. Si on vous parle de moi, dites que je ne puis pas accepter et que je refuserais toute candidature pour le moment. Si on ne vous en parle pas, gardez tout cela pour vous exclusivement. Madame Santa Rosa se joigne pour faire des compliments à Madame Carlone. Croyez à mes sentiments dévoués et affectueux. T. Santa Rosa

77 – Turin, 14 juin 1857

Je voulais vous écrire une longue lettre en réponse à celle que vous m'avez dernièrement adressé. Il m'a été jusqu'à présent impossible d'en trouver le temps. Je me bornerai à vous adresser quelques lignes au moins mais très à la hâte. La question des droits d'enregistrement du jugement pour le Var a été décidée en votre faveur par le ministère malgré l'administration du domaine mais cette décision n'a pas encore été, comme je le croyais juste, et j'insistais pour l'avoir. Cependant s'agissant seulement d'une somme de 50 f environ je n'ai pas cru devoir encore agir auprès du ministre contre la décision de l'administration du domaine et je crois que la commission du Var en fera de même. De toute manière je suis convaincu que vous ne devrez pas paier les droits, et j'ai soutenu les droits de Nice par esprit de justice et par l'intérêt que je porte à tout ce qui a rapport à cette province. Quant au projet combiné avec M. de Cavour pour activer les travaux d'endiguement, j'ai exposé à Boschi et à Marzano la marche que je croyais nécessaire à suivre pour en obtenir l'exécution. Tachez de pousser Boschi afin qu'il le poursuive d'accord avec Marzano et la commission actuelle. On me retrouvera toujours disposé pour m'associer à faire le bien de Nice, et ma parole a toujours été une vérité pratique. L'affaire qui concerne les transferts de la cédule de votre père ne dépend pas du ministère, elle est du ressort exclusivement du directeur général de la dette publique qui est le Chevalier Oytana et dont les fonctions sont souvent remplit par M. Radicati ex intendant général de Nice. Je n'ai pas de rapports intimes avec ces messieurs, j'ai cependant fait recommander à ces deux messieurs votre affaire. Je suis surchargé de besogne pendant ce mois-ci, je ne me porte pas moins à merveille de santé et je vais être père pour la 5^{ème} fois

dans quelques jours. Je dois vous quitter aujourd'hui faute de temps pour continuer ma lettre. Je me réserve une autre fois. En attendant écrivez moi et croyez moi toujours le même. Tout votre affectionné ami T. Santa Rosa.

78 – Turin, 5 juillet 1857 (à l'en-tête du ministère des Finances)

Mon Cher M. Carlone, j'ai vu votre jeune recommandé. J'ai tâché de lui donner une lettre de recommandation et cela plustot pour faire honneur à votre recommandation que par ce peu d'espoir d'obtenir le résultat que j'aurais désiré. J'ai appris avec intérêt ce que vous m'écrivez sur le Var. Vous pouvez dire à Escoffier Deodato que l'opinion que vous soutenez est la mienne. Soyez sur qu'il vous secondera. Si vous le croyez, je lui écrirai. Vous ne ferez rien si vous soutenez l'opinion du syndic Baralis. Escoffier connaît l'intérêt que je porte à Nice et il croit ainsi que c'est dans ce but que je vous conseille à repousser toute espèce de successeur à Vilain¹⁶. Je vous avoue que dans ce cas je m'y opposerais même pour un subside. J'ai bien étudié cette affaire depuis 48 et le projet suggéré est le seul qui put atteindre le but et vous donner un endiguement. Faites un emprunt mais réduisez le à un million. Le restant sera donné. La Caisse de dépôt prête avec un amortissement de 2 pour 100. Cela vous conviendra beaucoup. Vous lirez la nouvelle loi sur ladite Caisse dans le journal et vous trouverez ce qu'il vous faut. Les révolutionnaires de Gênes, de Livourne, etc ne sont que des assassins. Je n'aime pas cela et le combattrai toujours. Rien n'a paru cette année pour le *Monumenta historiae patriae*. Envoyez moi la note des derniers volumes que vous avez reçu, je ferai dire à l'imprimerie royale de vous inscrire parmi les associés et de vous faire tenir les volumes par mon intermédiaire d'or en avant, lorsqu'on fera des publications. Laurenti est sur une pente qui le conduira à terre pour ne plus se relever. Il aura ce qu'il mérite. J'attends le point que vous me promettez sur lui. Baralis doit le suivre de prêt, il nous a aussi bien trompé. Ma santé est parfaite maintenant. J'ai eu une fille ces jours-ci et la mère se porte à merveille. Je prendrai du repos au mois d'août et j'irai en France mais avant de partir je vous écrirai encore. Tout à vous dévoué affectionné T. Santa Rosa

79 – Turin, 13 septembre 1857 (à l'en-tête du ministère des Finances)

Mon cher Monsieur Carlone, j'ai reçu et lu attentivement votre lettre du 10 septembre. Voici ce que je crois. Si vous vous engagez auprès de l'intendant général à ne pas traiter et soutenir l'opinion séparatiste, je ne doute pas que les annonces seraient accordés à votre journal. Il ne s'agit pas de condition ni d'écrit mais vous devez comprendre que le ministère ne peut accorder les annonces à un journal pour qu'on ne doute pas sur la validité de l'engagement. Si le gouvernement agirait autrement vous même vous ne pourriez pas l'estimer j'en suis sûr. Le ministère tient que les journaux qui jouissent de la faveur des annonces, ne soient pas contraire un système gouvernemental, ne descendent pas aux questions personnelles de la localité et n'attaquent pas les lois et la religion de l'Etat. Au reste il ne tient pas que le journal le soutient et il lui laisse entière liberté de discuter ses actes et de le combattre même. Voilà ce qui me semble et que je vous expose franchement exactement. Le seul reproche qu'on fasse dans les régions ministérielles à votre journal maintenant est celui d'être séparatiste. Assurez l'intendant général du contraire et vous obtiendrez votre but. Je vous prie de garder pour vous seul cette lettre et de ne pas même en arriver à l'intendant général ni à d'autres personnes. Je ne veux jamais me mêler des affaires de ce genre et qui tiennent à la politique ministérielle. J'ai faite une exception pour vous mais à la condition de ne pas être nommé. L'intendant général m'en parla à Turin, je lui ai conseillé d'en parler favorablement à Ratazzi¹⁷ mais je me suis refusé à lui en parler moi-même. Vous devez comprendre pourquoi je tiens à ne pas être

¹⁶ La concession de l'endiguement du Var donnée en 1844 à M. de Jussieu et transmise à M. Villain-Moisnel qui cessa les travaux en 1849. Le litige qui s'ensuivit dura jusqu'en 1857 et gela le chantier

¹⁷ Urbano Rattazzi qui occupe alors les fonctions de ministre de l'Intérieur

nommé. M. de Cavour est à la campagne. Je n'ai pas le temps de causer avec vous d'autres affaires. Ce sera à ma première lettre. Tachez de ne pas laisser dormir l'affaire du Var. Je m'en suis occupé personnellement, j'ai voulu faire moi-même la lettre adressée à l'intendant général et au ministre des Travaux publics. Nous arriverons, comme pour les chemins, mais n'étant alors dans la chambre il me faut que d'ici on fasse ce qu'on doit faire. Je l'ai dit à Marzano. Comptez toujours sur mon amitié. Répondez moi de suite pour qu'au besoin je puisse encore en parler. T. Santa Rosa.

80 – Turin, 13 octobre 1857 (à l'en-tête du ministère des Finances)

Mon cher ami, j'ai causé des élections et des annonces. Je suis de votre avis ; à Nice le gouvernement, soit le ministère ne doit pas se mêler du choix des députés, il devrait même le faire dire hautement. J'ai donné ce conseil à M. R¹⁸ qui m'a paru l'accepter avec faveur. Laurenti est le seul candidat, Baralis s'est retiré ; au reste je n'aime pas cette fois-ci m'occuper des élections. Je m'en suis occupé sérieusement en 49 et j'en ai eu des désillusions j'ai refusé des candidatures qui m'ont été offertes et je ne me présenterai pas. Je n'aime pas accepter une position qui m'apporte des nouveaux devoirs lorsque je n'ai pas le temps de les remplir ; d'autre part je ne crois pas délicat d'accepter une députation *ad honorem*, enfin je ne peux pas accepter la position des députés qui vont voter sans prendre part aux discussions des bureaux, des commissions et de la Chambre et qui sont là pour faire nombre. Cela posé je ne crois pas pouvoir m'occuper des élections politiques. Si je m'abstiens de proner des candidats ; je ne renonce pas à en causer avec mes amis et surtout sur les principes qu'il faut chercher dans les députés. Vous savez déjà ce que j'en pense, je me bornerai cependant à vous dire que la qualité essentielle des députés doit être celle d'être anticléricale ou au moins de n'être compromis avec le parti clérical. Notre pays n'a pas le malheur de voir possible un partis clérical mais ce partis se formerait peu à peu si des députés douteux, sans conviction, vaniteux viendraient à la Chambre. Je ne crains pas une chambre cléricale mais je crains que des députés sans conviction se laissent peu à peu gagner par les cléricaux. En Belgique le parti clérical à commencé de cette manière. Vous savez combien je suis modéré pour les questions politiques et combien j'aime qu'on respectent les convictions religieuses et les religions mais ne je crois pas que le cléricalisme n'ait rien à faire avec les religions et la modération. Le cléricalisme est une hipocrisie ; le but des cléricaux est la domination absolue et la guerre à toutes les libertés et surtout à celle de la pensée. Il faut vivement combattre. Je dois être cru sur parole lorsque je recomande de compromettre les candidats et les députés avec les cléricaux et de les obliger à se compromettre. Je vous ai exposé très à la hâte ce que j'en pense et je vous ajouterai encore que le ministre partage aussi ces opinions. Si souvent il ne les pratique pas, cela provient des intendants qui les trompent ou qui exécutent mal les ordres. Si vous me tiendrez au courant de ce qui se passe pour les élections, je l'apprendrai avec intérêt et si vous croyez que je puisse donner quelques avis aux ministres dites le moi. Rattazzi a communiqué votre demande à Boschi et il est très disposé à vous donner les avis judiciaires. Ma santé va assez bien. Mais je tiens beaucoup à quitter la vie active que je dois faire dans mes fonctions. J'attends une occasion favorable pour le faire. J'ai travaillé aussi pour avoir le droit de me reposer un peu. Mes enfants et le pays ont eu mes années meilleures ; il me paraît juste que je prenne aussi pour moi ce qui me reste à vivre. J'ai toujours tâché de faire le bien et d'empêcher le mal, je me suis souvent trompé mais je puis dire hautement que mes intentions étaient bonnes. Je ne veux pas un *letto di rose* mais je voudrais aussi pouvoir jouir un peu du repos nécessaire pour ne pas trop m'abrégé l'existence ou la trainer avec des malaises en souffrant. Aussi j'évite d'entreprendre toute nouvelle réforme. Je vois que nous en aurions beaucoup à faire encore et surtout pour les Finances et l'administration ; je laisse à ceux qui en ont le devoir et qui ont de l'ambition d'y

¹⁸ Il s'agit sans doute de Rattazzi ministre de l'Intérieur jusqu'à sa démission le 15 janvier 1858

penser et de les entreprendre. Quant à moi je me bornerai à végéter. Pour ce qui concerne l'endiguement du Var on pourra toujours charger Marzano des travaux nécessaires pour avancer une solution. Il faudra le demander de Nice et je l'obtiendrai de Marzano et du ministère à Turin. Il faudra le demander à Turin. Je sais qu'on est venu à Turin pour demander une nouvelle concession. Ce serait un nouveau malheur pour l'endiguement. Aussi j'ai combattu en principe cette idée et cette proposition. Il faut suivre pour le Var ce qui a été fait pour l'Arve en Faucigny. Mes compliments à Madame Carlone. Tout à vous très à la hâte.
T. Santa Rosa.

81 – Turin, 4 décembre 1857

Mon cher Monsieur Carlone, je suis très occupé mais je veux répondre au moins quelques lignes à vos deux lettres du 25 et 28. 11. J'ai appris avec intérêt tout ce que vous m'écrivez. Vous devez vous le rappeler, je vous écrivais que les cléricaux étaient organisés sinon à Nice, ailleurs et je le disais plus hautement encore à Turin aux ministères. Celui de l'Intérieur me répondait qu'il aurait attrapé les cléricaux et qu'il craignait seulement d'avoir une chambre trop ministérielle. Cela m'a paru indice de peu d'habileté et manque de connaissance de la situation et du pays. Je me suis donc décidé à l'abstention complète pour les élections et je ne voulais pas même aller voter. La veille cependant des élections on m'a vivement sollicité à me rendre à voter dans mon collège électoral. Je m'y suis rendu et j'ai, par mes conseils aux coélecteurs libéraux de Savigliano, pu obtenir l'élection du candidat libéral. Autrement le cléricale était élu. A part cela je n'ai pas voulu partager la responsabilité des élections faits sans habileté et dirigés sans jugement et connaissance des lieux et des personnes. On pourra cependant avoir une majorité libérale mais il faudra que M. de Cavour puisse y mettre son travail exclusivement et que ses collègues ne lui gâtent pas sa position, il faudra en outre que les libéraux rester unis et ne pas soulever de questions qui puissent les diviser. Nous verrons ce qui en résultera. Pour moi je suis très heureux de ne pas en être et je me bornerai à mes Finances qui m'ont occupé pour la crise et pour la situation financière. J'ai eu au moins la consolation de voir que mes efforts ont pu éviter des malheurs à notre commerce et que mes prévisions se sont avérées. J'ai été très prononcé contre toute mesure législative et gouvernementale et j'ai beaucoup insisté pour les moyens nécessaires à empêcher les effets de la panique et à soutenir le crédit de nos maisons de commerce. Ma santé s'est bien fortifiée. J'éprouve cependant non pas le besoin mais le désir du repos. A la première occasion favorable je l'obtiendrai ; pour le moment je ne puis pas quitter ayant entre les mains toutes les affaires plus délicates concernant cette maudite cause. Je suis toujours radical en fait de questions d'impôt et si mes opinions ne pourront pas prévaloir je pourrai bien avoir une occasion pour quitter les affaires pour quelque temps. Au reste je crois que cette session parlementaire ne pourra pas faire grande chose et que les questions graves ne seront pas agitées. Nous verrons l'année prochaine après la session. Vous aurez un nouvel intendant général mais vous ne vous attendiez certainement pas. Ce sera La Marmora qui retournera à Nice ; Je vous prie de ne le dire à personne parce que je le tiens de lui-même et je lui ai promis de ne pas le divulguer. Mais vous l'écrire avec prière du secret n'est pas le divulguer. D'après les candidats dont on avançait Nice vous avez encore le meilleur et vous devez en être satisfait. Il viendra tout disposé pour vous et j'aurai soin de lui parler du Var et des annonces judiciaires. Tachez lorsque la nomination sera publiée de flatter son amour propre et vous aurez un ami qui ne manque pas à ses engagements. J'ai fait recommander votre affaire à l'administration de la dette publique qui est indépendante de l'action du ministère pour ce qui regarde les transferts. Autrement votre affaire aurait déjà été terminée selon vos désirs. Boschi ne voulait plus rester à Nice et La Marmora y retournera avec plaisir. Je ne lis pas la *Terre promise* parce que je la crois une bêtise. Mes compliments à Madame Carlone. Tout à vous dévoué. T. Santa Rosa

